


Aujourd'hui, être libre c'est être informé
N° 243 - 8 F
MARS 1984

le peuple breton

**AGRICULTURE
DE MAL
EN PIS**

DIWAN A PARIS

KENNETH WHITE : D'ECOSSE EN BRETAGNE

M 2331 - 243 - 8,00 F

Photo P. G. / Le Peuple Breton

LAMBE-CARAVANES

à 3 km de la clinique du TROMEUR - Route de Ploudamézeau - 29290 MILIZAC
(à 6 km de BREST-LAMBEZELLE) - Tél. (98) 03.25.24
Caravanes BURSTNER - MESSENGER - Hivernage toutes marques

**La nouvelle Golf. Essayez-la,
vous ne la reconnaîtrez pas.**



DOB - Financement en crédit - Location au crédit-bail par V.A.G. 02400 Villers-Cotterêts

49.950F*

Tenue de route, habitabilité, freinage, confort, suspension, silence de fonctionnement, performances, tout a été repensé dans la Nouvelle Golf. Tout, sauf son nom. * Golf C 55 ch (40 kW) 2 portes. Tarif au 2.01.84. Année modèle 1984. Modèle présenté : Golf GL 75 ch (55 kW) 6 CV. 167 km/h sur circuit. 5,4 l à 90 km/h, 7 l à 120 km/h, 8,7 l en ville (normes UTAC). Roues spéciales en option.

VOLKSWAGEN



V-A-G

Votre agent pour les marques VOLKSWAGEN et AUDI
M. Le Lannier - Garage Saint-Christophe - LANDERNEAU
Tél. (98)85.00.29

porcelaines - faïences - grès
verres et cristaux - coutellerie - acier inox

Fanch GRIFFON

4, rue duquay-trouin -
29100 douarnenez - tél. 92.18.17

cadeaux - souvenirs - listes de mariage



peintre
en
lettres

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41

LIBERTY

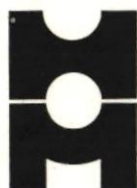
BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (99)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO



S.A. HENRI MIGNON

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BATIMENT

4, rue Niepce - Z.I. de Loscoat - 29200 BREST - Tél. 03.39.47 - 03.32.49

*Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtes*

BREIZH vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZH 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE — Tél. (40) 60.21.62

BREIZH 17, rue de Penhoët
RENNES - Tél. (99) 79.01.87

BREIZH 10, rue du Maine
75014 PARIS - Tél. (1) 320.84.60

UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS

REPONDEURS TELEPHONIQUES
PHILIPS



REPONDEUR SIMPLE LFH 9221 Edition 2
982,00 F

COMMERCIALISATION
ET MAINTENANCE

TRANSELEC

188, rue Jean Jaurès - BREST
Tél. 44.32.79 Tél. 940.279



SNACK-BAR

Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR

RECOUVRANCE

Téléphone : 45.08.50
Ouvert de 19h. à 6h du matin
et Vend. Sam. Dim. de :
12h. à 15h. & 19h. à 6h. du matin



SAUVER LE «P.B.» !

Les quelques témoignages de sympathie (ou d'antipathie...) extraits du courrier des lecteurs montrent que le «P.B.» n'est pas oublié. On s'en doutait un peu, remarquez, mais dit de cette façon, eh bien ça vous fait chaud au cœur.

Car les encouragements dominent largement, heureusement. Certains étant parfois surprenants, mais lisez plutôt.

Notre appel du mois dernier donne donc ses premiers résultats. Ce n'est évidemment qu'un début. L'important est ce qui va se passer maintenant.

Car ni notre changement du mode de distribution, ni les spectacles et festoù-nos de

soutien organisés prochainement ne seront suffisants pour sauver le «P.B.».

Il est vital pour votre journal que ces premiers soutiens soient multipliés : par vous, vos connaissances, vos relations, vos parents, vos amis, vos associations, vos syndicats, etc...

Deux formules : si vous n'êtes pas abonné, n'attendez plus ! Et puis, envoyez-nous l'adresse d'un ami (ou d'un ennemi !) et une souscription de 80 F : il recevra le «P.B.» pendant un an.

Au mois prochain et, nous ferons tout pour ça, aux mois suivants dans les colonnes du «Peuple Breton» !

INTÉRÊT

Je voudrais vous encourager pour tous les efforts que vous faites. Je lis avec beaucoup d'intérêt votre revue.

Ci-joint un chèque de 100 francs.

François Hillion — Lorient.

ON APPRECIÉ

Ci-joint un chèque de soutien de 100 francs. En espérant vivement que vous sortirez de ce mauvais passage voici une petite goutte d'eau à joindre au grand fleuve. Car si on n'est pas toujours d'accord avec vous, on apprécie toujours le sérieux de vos dossiers et on aimerait vraiment pas du tout vous voir crever !

Anne-Marie Hamel — 92 Sceaux.

depuis sa création, j'éprouve une déception certaine. Pour la première fois dans l'histoire des républiques successives, le P.S. majoritaire avait une chance historique de faire basculer définitivement à gauche la Bretagne réputée conservatrice.

Je sais que les parlementaires P.S. ont fait de leur mieux mais ils se sont heurtés à une pesanteur que je qualifie non pas de jacobine mais de bonapartiste de la part de leurs collègues influents de l'hexagone. Ils auraient peut-être dû adresser à l'ensemble de leurs collègues le bouquin de Morvan Lebesque.

La récupération des déceptions des Bretons par Marcellin et consorts m'amène à souhaiter le maintien de votre journal dont les analyses sont toujours placées sous le signe du bon sens. J'ai donc décidé de faire un effort de soutien.

Vous trouverez ci-joint un chèque de 640 francs destiné à l'abonnement de 8 personnes de ma connaissance.

J'espère vivement que vous pourrez tenir le coup.

Sincèrement vôtre.

22. Côtes du Nord

je suis très heureux de vous apporter mon soutien. Mon seul reproche s'adresse peut-être plutôt à l'U.D.B. qu'au journal. C'est que son message est trop perdu dans la masse de ce qu'il est convenu d'appeler «La Gauche» pour être entendu du peuple breton. Ils ne doivent pas avoir peur de se démarquer des partis «nationaux». Sinon, ils n'auront jamais d'élus, et sans élus on n'est rien, comme vous le savez. Bonne chance quand même.

André Ropars — Toronto, Canada.

«JE VOUS ATTENDAIS AU VIRAGE...»

Sauver le Peuple Breton dites-vous ? Plutôt que de déficit financier, n'est-ce pas de subjectivité érigée que souffre votre journal ?

La grève de la faim des Insoumis bretons, en juin 83 : quelques lignes dans votre numéro d'été, rien de plus — un fait divers banal, en somme...

Pourtant ce fut le grand événement militant de l'été (et même de l'année !) 83 en Bretagne. Le seul hic, c'est qu'il n'émanait pas de votre organisation, alors top secret il ne fallait surtout pas que l'U.D.B. ait l'air largué ! Pensez, des «petits jeunes» écorchés (oui mais résolu et courageux !) qui en remontreraient à ces vieux routiers du mouvement breton que sont les Udébistes ! Hé oui, trop vieux routiers, justement, vieux papas qui ne supportent pas d'être dépassés

(suite page 16)

BON SENS... NE SAURAIT MENTIR !

J'approuve les termes de l'éditorial du numéro 241-242. Toujours membre du P.S.,

PAS AVOIR PEUR

Voici mon chèque de réabonnement pour 1984. Votre travail est toujours excellent et

JE M'ABONNE AU «PEUPLE BRETON»

NOM PRENOM
ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐ un réabonnement ☐
 - ordinaire : 80 F (1)
 - de soutien à partir de : 100 F (1)
 - étranger : 95 F (1)
 - étranger par avion : 115 F (1)
- à partir du N° inclus.

- Ci-joint le règlement par :
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

(1) Rayer la mention inutile

B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEMENT SOUSCRIPTION

Veillez trouver ci-joint la somme de 80,00 F et l'adresse de :

NOM
PRENOM
ADRESSE

à qui vous voudrez bien envoyer le «Peuple Breton» durant un an.

(B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX - C.C.P. Rennes 2365-76)

Le sommaire est en page 6.

MONDE PAYSAN : POUR DES CHOIX PROGRESSISTES

LES paysans bretons ont fait la une de l'actualité au cours des derniers jours de janvier. Encore une fois, ils se sont mobilisés avant ceux des autres régions de l'hexagone. Tout simplement parce qu'ils représentent un potentiel tout-à-fait exceptionnel dans la France agricole: 50% de l'élevage laitier. Dans nulle autre région n'existe un même complexe agro-alimentaire, complexe à l'origine en Bretagne de près de la moitié de l'activité économique. Si les paysans bretons ont bougé c'est parce que leur avenir était en jeu.

Jamais dans le passé si ce n'est peut-être au début des années 60, ils n'ont été confrontés à tant de motifs d'inquiétude:

- Crise sans précédent du porc succédant aux crises de l'œuf et du poulet.

- Maintien des M.C.M. et aggravation régulière de leurs effets. La compétitivité européenne de l'agriculture bretonne est sacrifiée au profit d'autres secteurs de l'économie hexagonale.

- Projet d'instauration de quotas laitiers alors que de nombreux éleveurs jeunes ou moins jeunes devraient encore progresser pour atteindre un niveau acceptable de revenu.

- Elargissement imminent de la C.E.E. à l'Espagne remettant en cause l'avenir de plusieurs productions légumières: pommes-de-terre primeurs, tomates, artichauts... à plus long terme: choux-fleurs.

Cette inquiétude générale ne doit pas pour autant masquer l'accentuation des disparités entre paysans. Alors que de gros producteurs de porcs poursuivent leur course à l'in-

vestissement, passant de 100 à 200 truies, de 200 à 400, de 400 à 600 (souvent pour éviter de payer trop d'impôts sur leur revenu 82) les impayés à la Mutualité Sociale Agricole se multiplient. Entre ceux qui n'ont plus le droit à un chèque et ceux qui se demandent s'ils ne feraient pas mieux d'investir dans l'immobilier plutôt que dans leur élevage, il n'est guère de généralisation possible.

Face aux problèmes qui assaillent aujourd'hui l'agriculture bretonne, le gouvernement s'avère incapable d'apporter de véritables réponses. Bien au contraire il a fourni à travers la suppression de l'Annexe B. ter un catalyseur inespéré pour l'expression d'une douteuse unité paysanne bretonne.

Quant aux représentants bretons du P.S. ou du P.C.F., ils ont bien sûr «regretté» la suppression de l'Annexe B. ter. Quoique, rappelons-le le Parti Socialiste ne s'était pas opposé au Conseil Régional en 1978, au démantèlement de ces correctifs tarifaires. Il avait une bonne excuse, la droite y était unanimement favorable au démantèlement.

Bien sûr, Charles Josselin, président du Conseil Général des Côtes-du-Nord, cautionne les multiples solutions qui lui sont proposées pour supprimer les M.C.M., y compris les plus folkloriques. Bien sûr la gauche hexagonale est contre les quotas laitiers et le P.S. assure que l'élargissement de la C.E.E. sera soigneusement négociée.

Mais rien de concret. Nulle proposition. P.S. et P.C.F. s'avèrent incapables de définir et de se battre pour des solutions assurant l'avenir de l'agriculture bretonne. Et les pratiques fascisantes de certaines franges du syndicalisme agricole, sponsorisées par A. Gourvennec, ne peuvent servir d'excuses.

L'U.D.B. ne peut admettre une telle carence des forces de gauche. La Bretagne est confrontée sur le plan agricole et agro-alimentaire à une situation, à des problèmes bien spécifiques. Il faut y trouver des solutions concrètes. Certaines à négocier à Paris ou Bruxelles. D'autres à mettre en œuvre au niveau breton dans le cadre d'un véritable pouvoir régional, d'une réelle autonomie. C'est la démarche qu'a suivie l'U.D.B. en publiant il y a déjà un an et demi son «programme d'Avenir pour l'Agriculture Bretonne».

Mais l'U.D.B., quelque puisse être

son dynamisme ou la qualité de ses analyses, ne peut infléchir à elle seule la politique gouvernementale, encore moins la politique communautaire. Ce sont les organisations syndicales des travailleurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire qui doivent porter les projets qui répondent à leurs aspirations et qui doivent créer les rapports de force nécessaires à leur prise en compte.

Le «Peuple Breton» de ce mois consacre plusieurs pages à la situation agricole. A travers l'analyse des manifestations du mois de janvier apparaît clairement l'incohérence des organisations professionnelles agricoles traditionnelles (FNSEA, Chambres d'Agriculture...). Ces organisations s'avèrent incapables de remettre en cause le moindre aspect des schémas de développement des vingt dernières années.

L'enjeu fondamental est donc aujourd'hui de faire émerger une alternative progressiste à ces structures traditionnelles du monde paysan. Mais force est de prendre acte de la division actuelle des forces progressistes: CNSTP, FNSP, MODEF, FDSEA non alignée. Ces forces représentent pourtant ensemble un poids non négligeable. Elles font aujourd'hui des propositions intéressantes en ordre dispersé. Elle sont aussi les seules à même de combler le fossé grandissant entre les paysans et les autres catégories sociales.

Et il existe aussi aujourd'hui des motifs d'espoir. Le paysage professionnel agricole breton a été fortement ébranlé ces derniers mois: création de l'AGEO en réaction à la FNSEA, affrontement ouvert entre courants libéraux et progressistes notamment dans le Finistère. Le contexte est favorable, M.C.M. et quotas laitiers constituent des thèmes privilégiés pour une rupture tant par rapport à la FNSEA que par rapport aux tenants du libéralisme type Gourvennec.

L'avenir de l'agriculture bretonne dépendra de la capacité des organisations syndicales progressistes à présenter une alternative, à créer un rapport de force qui oblige le gouvernement à changer de politique, à définir au niveau breton les conditions concrètes assurant l'avenir de cette agriculture.

L'U.D.B. en tant que parti et à travers l'engagement individuel de ses militants y contribuera.

U.D.B.

Edito



Un dernier, avant de mourir...

IMAGINEZ qu'un soir, peu avant la fermeture, dans un bar de la rue du Pré-Botté, on entende le directeur d'«Ouest-France» soupirer «Allons, un dernier!»; aurait-on idée, le lendemain, de titrer: «Louis Estrangin arrête de boire»?

C'est pratiquement ce qui nous est arrivé quand, au début février, «Ouest-France» a annoncé que le «Peuple Breton» venait de publier son dernier numéro... Sous prétexte d'un envoi qui commençait par les mots «Vous trouverez ici le dernier numéro du Peuple Breton». Explications embarrassées à la rédaction finistérienne: on a tellement l'habitude de voir les journaux bretons disparaître... Nous, c'est la minceur de la «nécro» qui nous à plutôt vexés. La prochaine fois, on tâchera d'avoir une mort plus spectaculaire!

Chèque en blanc

LA municipalité de Brest vient de supprimer la subvention versée jusqu'ici au MRAP (le mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix). Motif officiel donné par l'adjoint: la position du MRAP à Dreux!

Ça, au moins, c'est de la franchise...

Non, non, l'enseignement libre n'est pas mort, car...

EN dépit des chiffres annoncés, la manifestation des tenants de l'immobilisme dans l'enseignement privé, à Rennes, a moins bien marché que prévu. En particulier on éprouve quelques difficultés, du côté des APEL, à payer les trains spéciaux commandés pour l'occasion.

Pourtant, question organisation, chapeau (et même mitre...); on avait prévu slogans et chansons; on les avait photocopiés, et c'était pas mal du tout. Voyez plutôt...

Sur l'air de : LA VICTOIRE EN CHANTANT

L'Ecole libre dignement va descendre dans l'arène
pour défendre fièrement sa foi,
car voici qu'aujourd'hui, du sud à la lorraine
on commence à bafouer ses droits.
Luttons tous pour que la guillotine
qu'on vient de mettre de côté
figne sorte pour qu'on assassine
notre droit à la LIBERTE.

P.D.L.: méfiance, méfiance...

CHARLES-HENRI de Cossé-Brissac, président du Conseil général de Loire-Atlantique et marquis, a beaucoup tiqué en trouvant sur son bureau le tome V de l'Histoire de Bretagne de Skol Vreizh, qui concourait pour un prix de la Société Académique dont Charles-Henri est le président d'honneur. Finalement, le prix du Conseil général ne fut pas décerné à un livre coupable d'un double crime de lèse-majesté: être trop à gauche, rappeler l'appartenance bretonne de Nantes et de son département. Les historiens bretons durent se contenter du prix hors-concours de la Ville de Nantes offert par le séillant Dominique Pervenche, adjoint à la culture du sécateur-Maire (nous avons bien écrit sécateur). L'an prochain, une histoire véritable des Pays de Loire viendra-t-elle rétablir la vérité officielle? On s'interroge...

Lutte héroïque

JAMAIS vu: douze adjoints au maire de Brest ont fait grève pour protester contre les méthodes autoritaires, c'est le moins qu'on puisse dire, du jeune loup Jacques Berthelot et de son chef de cabinet Bernard Dreyfus (qui, en effet, n'est pas une affaire...).

Parmi eux, Yannick Marzin, dont on vous a déjà parlé ici, et qui s'est illustré en supprimant, depuis cette année l'aide aux grévistes que la gauche avait instituée. Le voilà dans l'embarras, par sa faute, car il nous a déjà expliqué qu'avec ce que lui rapporte son état de pharmacien libéral, il arrivait à peine à joindre les deux bouts...

Quoi qu'il en soit, nous apportons notre soutien inconditionnel à la lutte héroïque des adjoints-maires grévistes. D'autant que la plupart d'entre-eux étaient plus habitués à casser les grèves qu'à les fomenter!

OU METTRE LES FONCTIONNAIRES ?

CONTRAINDRE, par la menace, à quitter la Corse ceux qui n'en sont pas originaires afin de libérer des postes pour des Corses émigrés n'est pas, à elle seule, une action de nature à régler les problèmes de la Corse.

Affirmer, comme le fait le gouvernement, que la Corse est une région comme les autres et que les fonctionnaires doivent exercer leur métier partout, c'est nier le droit de vivre, travailler et décider au pays dont les partis au gouvernement actuel avaient fait, du temps de leur situation dans l'opposition, un thème de propagande.

Le gouvernement peut-il nous dire pourquoi il est impossible de titulariser un enseignant en Bretagne alors que sa titularisation lui est offerte avec son billet de déplacement pour Lille, par exemple?

Non la Corse, comme la Bretagne, le Pays Basque, l'Occitanie, la Martinique, etc... ne sont pas des «régions» comme les autres. Le nier c'est n'avoir rien compris ou continuer à vouloir serrer la poigne pour détruire une culture et assimiler un peuple.

L'Etat français doit choisir entre deux attitudes: reconnaître et respecter le droit à la différence. L'attribution d'un statut particulier pour la Corse est positive mais le refus récent d'enseigner obligatoirement la langue corse dans les écoles (délibération de l'assemblée corse votée à la majorité) montre bien les limites que l'Etat français veut y mettre. Ou bien continuer l'œuvre assimilatrice, et notamment avec le concours (conscient ou pas) des enseignants, c'est faire le choix de se heurter à la résistance, y compris violente, de ceux qui veulent préserver leur identité.

A.L.

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI



Edito :

Monde paysan : pour des choix progressistes. 4

Agriculture :

Dossier agricole : Rencontre avec le Président de la chambre d'agriculture de Bretagne - François Guézou : à propos d'économie et d'autonomie - Commentaire : Le temps des après-manifs. 6 à 12

Education :

Diwan à Paris. 15

Santé :

Paimpol : une clinique malade de ses patrons. 13

Humeur :

Où mettre les fonctionnaires ? 5

Brèves :

Le CREPTAB et les énergies renouvelables - Nantes/Rennes, route meurtrière. 14

International :

Polisario : un appel de Fadel Ismail. 17
Le retrait de l'U.P.C. de l'Assemblée corse. 17

Langue bretonne :

Avec ceux qui parlent breton (2^e partie). 18

Littérature :

Une interview de Kenneth White ... 20
La langue d'amour. 26

Vues d'ici :

Moi, François Périer, Québécois. 26

Un jour avec... :

Lucien Gourong. 27

Disques :

Vielles, Ar Vro Bagan, Mikael Kerne. 26

Photo :

Les fêtes d'Yves Bourel. 24

B.D. :

Le carnet de bord à Nono. 32

Rubriques :

Chiche ! 5
P.B. Service. 22
Courrier des lecteurs. 30

IX^e PLAN

Le troisième article sur «La Bretagne et le IX^e plan», paraîtra dans le prochain «Peuple Breton». Dans ce dernier volet de notre dossier, on trouvera les propositions de l'U.D.B. sur ce sujet qui n'a visiblement pas eu l'air de passionner le gouvernement français. Il n'est que de consulter la carte des «régions» à restructurer industriellement en priorité pour s'en convaincre...

Un éditorial, deux rencontres, un commentaire, telles sont les quatre parties du dossier agricole que «Le Peuple Breton» publie ce mois-ci.

Rencontre avec François Guézou, Président de la Chambre d'Agriculture de Bretagne

Avec François Guézou, Jean-Yves Le Braz et Jean-Yves Gautier (respectivement membres du Bureau Politique et de la commission Agriculture de l'Union Démocratique Bretonne) font un tour d'horizon des problèmes actuels de l'agriculture bretonne. Des problèmes dont la résolution est loin d'être évidente, tant à Paris qu'à Bruxelles (où le Président de la Chambre d'Agriculture a demandé que les Bretons soient directement représentés), ou bien qu'en Bretagne : front commun et solidarité nécessaires, élimination des querelles internes sont des formules qui reviennent souvent chez F. Guézou, dont le «Peuple Breton» publie ce mois-ci une interview.

Question : Pourriez-vous retracer rapidement votre itinéraire ?

Réponse : Dans les années cinquante, après avoir commencé à reprendre l'exploitation familiale, je me suis dit qu'il fallait que je m'intéresse plus directement à ma profession. Un jour quelqu'un est venu me dire : «Le syndicalisme agricole, ça existe... il faut s'en occuper. Un jeune a des devoirs envers les autres d'assurer la promotion du milieu. Le syndicalisme est un moyen. Dans ta commune, il y a un syndicat, mais il ne fonctionne plus très bien». C'était le syndicat unitaire C.G.A. Il n'y avait pas autre chose : le C.D.J.A. en était à des balbutiements. Alors, j'ai commencé. J'ai fait la tournée des fermes pour rendre les cartes. On faisait ça en vélo. Et puis, je me suis retrouvé un jour dans une

assemblée générale, où les 65 adhérents m'ont bombardé président local. J'ai ensuite été administrateur départemental, puis au niveau fédéral. L'année suivante, je rentrai au bureau. C'était l'époque de Danier, président de la F.D.S.E.A. des Côtes-du-Nord. On m'a ensuite proposé de devenir Secrétaire général. J'ai refusé parce que j'étais encore assez jeune, je ne pouvais pas être disponible pour une telle fonction, je tenais à mener à bien mon exploitation. 1972 est arrivée avec la grève du lait et une époque assez troublée, assez intense, d'activité syndicale : Bléjean était président et on m'a un peu contraint à prendre la présidence de la fédération. J'ai accepté par «devoir». Je passe sous silence toute l'activité que ça peut comporter, notamment sur le terrain (manifs, etc...). J'ai pris des responsabilités sur le plan Bretagne à quatre départements. Je suis devenu membre de la Chambre d'Agriculture, et j'ai siégé quelques temps au bureau de la F.N.S.E.A. A savoir jusqu'en 1976, où nous avons eu des problèmes entre Chambre d'Agriculture et Fédération, pour cause de conceptions différentes. Je me suis porté candidat, j'ai battu Arthur Charles et suis donc devenu président de la Chambre d'Agriculture de Bretagne. J'ai souhaité siéger au bureau de l'A.P.C.A. à Paris, parce que nous avons pensé qu'il était normal que la Bretagne soit présente là-bas. Ça n'était pas le cas parce que le bureau national est comme les bureaux départementaux et régionaux : il n'y a que neuf membres. Auparavant, l'Ouest avait un représentant qui était Ario du Maine-et-Loire. Nous avons dit que cette place devait être prise par la Bretagne. J'ai pris cette place.

Q. : La Bretagne à 4 départements ?

R. : Oui, c'est la région programme. Ario, lui, est en Pays de Loire ; une région qui



n'est pas très homogène, c'est le moins que l'on puisse dire, car la Sarthe, la Vendée ou la Loire-Atlantique n'ont pas du tout les mêmes problèmes.

« Vous avez été suffisamment arrosés »

Q. : A votre avis, quels sont les problèmes spécifiques à l'agriculture bretonne ?

R. : Cette spécificité, on la voit déjà par sa situation géographique, excentrée par rapport non seulement à la France, mais à l'Europe (puisque nous sommes aussi en Europe dans le cadre de la Politique Agricole Commune). La spécificité est aussi le fait de ce caractère, cette mentalité des Bretons. Quant aux structures des exploitations bretonnes, elles ne sont pas du tout les mêmes que dans pratiquement toutes les régions françaises ; je pense notamment à la région parisienne, au Midi, au sud de la Loire. Ici, nos structures sont beaucoup plus petites. C'est une agriculture qui est devenue intensive. Ça n'a pas été nécessairement un choix. Ça a été une nécessité pour survivre. L'étriquet des structures a voulu que les gens se spécialisent. C'est ce qu'ils ont fait dans des productions telles que le lait, le porc, l'aviculture, etc... avec tous les problèmes qui y sont liés. Problèmes qui se posent avec beaucoup plus d'acuité dans notre région qu'ailleurs. Notre agriculture est plus vulnérable vu l'étriquet de ses structures d'une part, et d'autre part la fragilité de ses élevages qui souvent hors-sol (un centime peut avoir des conséquences terribles).

Q. : Il y a aussi le nombre d'emplois liés à l'agriculture ?

R. : Effectivement, il faut se rappeler qu'il y a 120 000 exploitations agricoles en Bretagne (1), et c'est tant mieux. Parfois, on m'accroche en me disant : « Vous les Bretons... » je répond alors : « Je m'excuse, mais je représente 120 000 exploitants agricoles par la force des choses ; tandis que toi qui es du Sud-Est, si on prend le grand Sud-Est, de Lyon à la Méditerranée, vous êtes 12 départements et vous avez 80 000 exploitations. Il faut donc quand même ramener les choses à leur juste proportion et comprendre qu'à partir d'une population comme celle-là, et avec les problèmes que nous connaissons dans notre région, nous réagissons comme nous le faisons... »

Q. : Arrivez-vous à traduire cette puissance au niveau parisien ?

R. : Oui, je viens d'en donner un exemple. C'est un peu le type d'échanges qu'on peut avoir au niveau parisien. Souvent, les propos sont aimables, mais souvent aussi, ils sont assez virulents. Les autres régions ont du mal à comprendre. Il faut sans cesse expliquer. Généralement, nous sommes compris, ce qui prouve que notre présence n'est pas inutile, elle permet de faire connaître nos problèmes. Mais vu de Paris, ou Marseille, le paysan breton est en général admiré. Il est aussi jaloux parce qu'il est un peu pris en exemple. On dit : « Les Bretons, vous êtes des durs. Vous avez bossé pendant 20 ans, vous avez manifesté, vous avez cogné... et puis vous avez obtenu. Ça suffit comme ça maintenant. Vous avez été suffisamment arrosés. D'ailleurs, quand on va en vacances en Bretagne, qu'est-ce qu'on voit : des maisons en granit. On voit de belles fermes, de beaux bâtiments, des tracteurs dans tous les champs ». Tout ça est vraiment formidable : ils étaient encore persuadés pour beaucoup que le Breton c'était le type qui vivait dans une chaumière avec ses gros sabots comme il y a 50 ans ! Alors ils se disent : ces gens-là ont fait un bon fantasme. Donc, on est à la fois admiré et jaloux. A partir de là, on considère que ça va bien, les Bretons, ils en ont eu suffisamment. A la limite, nous sommes craints. Récemment au cours d'une réunion à Paris, en évoquant les problèmes actuels très préoccupants, on m'a vite répondu : « Oui, mais en Bretagne vous ressentez peut-être les problèmes plus aigrement que nous parce que vous êtes plus nombreux ; mais pour vous c'est pas grave, vous avez suffisamment d'imagination, vous êtes encore suffisamment nombreux, vous vous en tirez encore mieux que les autres régions ! » Voilà le type de réactions qu'on a.

« Il y en a qui se frottent les mains »

Q. : Quelle idée plus précise a-t-on des agriculteurs bretons à Paris ?

R. : Hélas, les Bretons ne sont pas perçus comme étant soudés justement, et il y en a qui se frottent les mains. Je le déplore : notre force est moins importante, et ça ne peut que profiter aux autres régions, et bien entendu à l'administration et aux pouvoirs publics. Je pense que certains ont intérêt à entretenir la division. Le drame est que chez nous, nous avons tous le tort de ne pas tout faire pour éviter ce genre de division et essayer de tirer dans le même sens. Mon souhait serait de donner à l'extérieur une image de la Bretagne beaucoup plus soudée, plus unie, au moins sur l'essentiel. L'unité n'est pas l'unicité, mais qu'au moins sur les grands problèmes nous ayons un front commun, c'est un minimum. Sinon, je ne vois pas comment on s'en tirera.

Q. : Ces divisions sont-elles idéologiques ou liées à des problèmes de personnes ?

R. : Il y a les deux. Il y a bien sûr les doctrines qui ne sont pas tout-à-fait les mêmes — encore que pour ma part je considère que sur le fond, sur les grandes options, tout le monde est d'accord. Il y a les querelles d'hommes effectivement. Il y a aussi des mentalités différentes, la partie bretonnante par rapport à la partie gallo, par exemple. Même des gens qui se retrouvent autour d'une table, ils ont beau être d'accord sur les grandes lignes, ils n'ont pas le même cheminement, ce n'est pas si simple que ça... A la limite, nous

sommes jaloux et craints parce que nous sommes nombreux et que nous avons aussi des organisations puissantes. Regardez le syndicalisme par exemple. Nous sommes nombreux, donc il y a forcément beaucoup de syndiqués, quels qu'ils soient. Nous avons mis en place une multitude d'organismes qui nous défendent. Automatiquement, je crois qu'on est trop riche en organisations et en hommes, et qu'on souffre de cet excès de valeurs.

Q. : Pensez-vous qu'à Paris les Bretons sont quelquefois écoutés ?

R. : On nous entend, on ne nous écoute pas toujours. C'est tout le problème du rapport de force. Nous sommes loin et les problèmes de structures actuelles sont pyramidales ; elles partent de la base et arrivent au sommet, les décisions sont ensuite prises démocratiquement. Quand je suis au bureau de l'A.P.C.A., je suis un sur neuf. Si trois ou quatre sont d'accord avec moi, ça peut passer. S'ils sont tous contre moi, ça ne passe pas.

Q. : La Bretagne représente 30 à 40 % de l'élevage de l'Hexagone et les autres régions n'ont pas les mêmes problèmes sur ce plan de l'élevage. Vous êtes donc seul ?

R. : Non, quand même ! Les Pays de Loire ont les mêmes problèmes souvent... Mais contre les céréaliers, par exemple, c'est autre chose.

« Ça effraie les autres régions »

Q. : Mais ces pays-là sont des régions d'agriculture traditionnelle, tandis que nous sommes des industriels...

R. : Nous tournons sur une moyenne de 18 hectares. Des régions sont au-dessus de nous, mais nous avons derrière ça notre potentiel animalier. On sait que la Bretagne fait 45 % sur 4 départements (je serais tenté de dire 45 % des porcs sur 2 départements). C'est fantastique. Si on prend les œufs, ce sont 4 milliards et demi d'œufs, soit 50 à 60 % de la production globale. C'est aussi 20 % du lait. Ce n'est pas compliqué, nous faisons 10 % de la surface, 5 % de la population et 15 % de la production française. Vous comprenez bien que ça effraie les autres régions. Nous n'avons pas la surface horizontale, alors nous sommes montés à la verticale !

Q. : Quels sont nos atouts ?

R. : On dit souvent à Paris : « Les Bretons font de tout ». C'est un peu vrai puisqu'en dehors de Hinaut, ce ne sont pas les maillots jaunes qui nous manquent ! On fait du foie gras dans le Morbihan, des canards, des escargots... Les Bretons se débrouillent. On a du punch, on a du monde. On sait s'adapter, mais on risque quand même de laisser des morts sur le terrain ; alors que dans d'autres régions, ils se sont couchés pour mourir, tandis que nous on n'accepte pas, nous on ne mourra pas sans nous battre.

Q. : Vous avez déclaré que l'agriculture bretonne devait être représentée à Bruxelles. Comment y parvenir ?

R. : Les Bretons représentés directement à Bruxelles, ça peut se concevoir. Tout dépend de quelle manière. Nous sommes aussi forts que les Danois ou les Hollandais, mais eux sont des Etats à part entière, alors que la Bretagne n'est qu'une « région » de la France. Nous avons donc des handicaps qu'ils n'ont pas. Quand on évoque les Montants Compensatoires Monétaires, nous n'avons pas la voix à

Bruxelles que nous pourrions avoir en tant qu'Etat... Le problème est qu'il faut tout faire pour sauver cette région, pour pérenniser ce qui existe.

Q. : Le Pays de Galles a bien des représentants à Bruxelles ainsi que certaines régions allemandes...

R. : Oui, c'est vrai, mais ça impliquerait des réformes. Le système politique britannique n'est pas le système français. C'est au niveau français qu'il faudrait des réformes pour qu'il y ait un régionalisme qui permettent de nous faire entendre (comme les Länder d'Allemagne).

Q. : C'est ce que vous souhaiteriez ?

R. : Je n'ai jamais été contre le régionalisme, au contraire. Dans la mesure où ça marche, pourquoi pas une Europe des régions ? Je ne sais pas, je cherche. Je voudrais utiliser ce qui existe déjà et chercher à l'améliorer. Chercher autre chose ? J'utilise ce qui existe. Ce qui signifie que pour l'Europe, c'est la France qui nous représente. Les pouvoirs publics sont ce qu'ils sont, on les utilise dans nos structures qui sont nationales, on agit auprès de nos députés et de nos parlementaires qui sont aussi là-bas ; en même temps, si on peut monter des dossiers à Bruxelles, nous avons à le faire. En ce moment, sur le plan juridique, nous sommes en train de monter un dossier M.C.M. que nous voulons présenter directement à Bruxelles. Nous allons aller à la Commission, et nous sommes en train de chercher juridiquement comment on peut « coincer » cette commission sur le plan juridique sur un problème comme celui-là. On cherche, on essaie. On passe par Paris. Quand ça ne marche pas, pourquoi ne pas le faire passer directement à Bruxelles ? On essaie à tous les niveaux. On fait le maximum pour essayer de faire comprendre nos problèmes et d'y apporter des solutions, d'amener à l'autre à comprendre.

Il y a eu un silence dans la salle

Tout récemment, j'étais en Conseil Economique et Social à Paris. Il y avait un amendement présenté par le groupe agricole sur les M.C.M. : suppression pure et simple des M.C.M. Eh bien, on a eu un mal de chien à faire passer cet amendement. Il a fallu une suspension de séance. L'ensemble du Conseil était contre, en dehors de l'agriculture. Pas contre la suppression, mais l'amendement proposé leur posait des questions : « Est-ce qu'on a intérêt à supprimer les M.C.M. ? » Il y avait des gens de toutes les professions, ils ne saisissent pas ce qu'on veut... Il a fallu ramer. Guillou est intervenu au nom du C.N.J.A. Il a dit en substance : de toute façon si l'assemblée n'accepte pas l'amendement de l'agriculture au sujet des M.C.M., nous allons déposer, nous, un deuxième amendement pour demander à appliquer les M.C.M. à l'ensemble des produits en France, sur tous les salaires, et tout le reste. J'aime autant vous dire qu'il y a eu un silence dans la salle. Mais on sent que les gens ne savent pas ; ils ne comprennent pas l'effet nocif et néfaste de mesures comme les M.C.M.

Q. : Mais n'y a-t-il pas incompréhension même ici en Bretagne entre agriculteurs et d'autres régions socio-professionnelles ?

R. : Si, hélas. Nous n'avons pas encore fait suffisamment pour amener ces autres catégories à nous comprendre. Pourtant,

Dieu sait si leurs intérêts sont les nôtres : le jour où il n'y aura plus d'agriculture, chacun sait bien que c'est toute l'économie qui s'en ira. Il faut donc dépasser ce stade de l'agriculture. Il faut que tout ce qui est para-agricole, agro-alimentaire, et donc par voie de conséquence, Chambre de commerce, de métiers, Artisanat, Industrie, Marine, Transport, etc..., comprennent que sur des combats comme ceux que nous menons, notamment celui contre les M.C.M., s'il n'y a pas un front commun, non seulement les paysans disparaîtront, mais avec eux tout un pan de l'économie également. Le message à faire passer est donc bien que le problème n'est pas uniquement paysan. Voyez l'état de l'industrialisation, si on liquide une partie des actifs agricoles, qu'est-ce qu'elle deviendra ? Il y a tout l'amont et l'aval.

Q. : N'y en a-t-il pas qui essaient d'isoler les agriculteurs bretons ?

R. : Je serai tenté de dire que oui, ne serait-ce que les pouvoirs publics, quels qu'ils soient.

Q. : Ne vaut-il mieux pas voir se créer des mouvements comme l'A.G.E.O. (2), plutôt que d'assister à des actions qui consistent à détruire perceptions, sous-préfectures, rails, etc... ?

R. : Ecoutez, sur le problème de ce type d'actions, je suis contre la violence, les choses doivent être claires. Je pense que toute personne normalement constituée, a priori, ne souhaite pas la violence. Cette violence, elle vient comment ? Je ne veux pas la justifier, loin s'en faut. C'est un problème syndical, mais il faut remettre les choses dans leur contexte et chacun à son rôle, à sa place. On a évoqué tout à l'heure les organisations agricoles. J'ai même dit qu'il y en avait peut-être de trop, qu'on en souffrait et qu'il y avait un excès de richesse de ce point de vue. J'ouvre une parenthèse que je referme aussitôt : si on crée encore une association, ça en fera encore une de plus. Il y en a déjà pas mal, le terrain est bien couvert...

« On en arrive à un esprit de boutique »

Q. : Vous donnez la priorité aux syndicats ?

R. : Lorsqu'il faut réagir de manière forte, c'est leur mission. Quand je dis « manière forte », ça n'est pas forcément la violence... Il ne faut pas se tromper de cible, ni de public, ce qui arrive parfois. Les décisions sont prises par qui ? Elles sont politiques. C'est la loi dans le pays. Elles sont prises par les pouvoirs publics. Il faut donc « s'attaquer » aux représentants des pouvoirs publics ou à ce qui les symbolise. C'est le rôle du syndicalisme qui se doit d'être revendicatif, mais aussi constructif. Ça rejoint le problème d'information de l'opinion, autour de soi et avec d'autres... Il est certain que ce n'est pas parce qu'on aura mis le feu dans une sous-préfecture ou ailleurs que, pour autant, les pouvoirs publics suivront. Au contraire, puisque l'opinion publique se retourne contre nous. Les pouvoirs publics le savent et le souhaitent à la limite. C'est le vieil adage : diviser pour régner. Je crois que chaque organisation a sa mission. Dans l'agriculture, il y a du syndicalisme ; c'est donc lui qui doit être à l'avant-garde. Ensuite, il y a les Chambres d'Agriculture qui ne sont que des institutions publiques chargées de représenter les problèmes de la profession auprès des pouvoirs publics. Nous n'avons pas le droit de faire certaines choses. Mais

nous avons une mission bien précise, c'est d'appliquer sur le terrain des programmes de développements agricoles à travers nos organismes tels que l'E.D.E., la gestion, etc...

Par ailleurs, il y a la coopération. Il y a des coopératives, mais qui ont pour mission d'agir, à savoir de rester dans le domaine purement économique. Il y a la mutualité, le crédit. Chacun a sa mission propre, claire et définie. Que chacun reste donc là où il est. On en est arrivé au stade où malheureusement, tout le monde parle au nom de tout le monde, et tout le monde veut tout faire... On en arrive aussi à un esprit de boutique — boutique que chacun veut développer parce que c'est humain. Alors, on empiète sur le domaine du voisin... qui fait pareil ailleurs. Arrivent alors les conflits et les querelles internes qui démolissent tout. On gaspille les énergies bêtement, et fatalement les finances aussi parce que ce sont les paysans qui paient tout ça, attention ! toutes ces organisations, tous ces organismes qui sont mis en place ; je me demande si les paysans ne se retourneront pas contre tout ça en fin de compte. Il y aura un phénomène de rejet si l'on n'y prend pas garde et le rejet sera global. Il n'y aura pas de détail.

« Rendez-vous au printemps »

Q. : Si de nouvelles organisations sont créées, n'est-ce pas parce qu'il y a constat de l'échec des autres ?

R. : C'est possible. Mais, à ce moment-là, pour éviter le gaspillage, il faudra aller jusqu'au bout du raisonnement. Moi, quand je rejette quelque chose, je considère qu'elle ne me rend plus service. Je cherche autre chose, je crée ou j'adhère ailleurs et je laisse tomber ce que j'avais avant. Donc, s'il y a aujourd'hui des organisations qui ne conviennent plus, il faut les effacer, même s'il faut en créer d'autres. Mais il faut aller jusqu'au bout du raisonnement.

Q. : Comment réagissez-vous face à la dégradation rapide de la situation ?

R. : Je vous avoue être très inquiet pour 1984 et 1985. J'ignore ce qui va se passer. Si on veut raisonner objectivement, les paysans représentent 13 % de la population en Bretagne et 8 % en France. Les pouvoirs publics, quels qu'ils soient (avant



VENTE AUX PARTICULIERS

Toutes fournitures pour installations

SANITAIRES - PLOMBERIE

CHAUFFAGE CENTRAL

EXPOSITION DE SALLE DE BAINS

de toutes les couleurs à choisir

dans la collection **SELLES**

J. Guillou
SANITAIRE-CHAUFFAGE
7, rue Kléber BREST - Tél. 02.10.54

c'était comme ça, maintenant c'est pareil), raisonnent en fonction d'un électoralat. Ils ont un raisonnement de « panier de la ménagère », donc automatiquement une politique alimentaire. Et puis le producteur qui est loin, on pense qu'il peut serrer encore un peu la ceinture, qu'il peut produire un petit peu moins. C'est aussi bête que ça. C'est pas voulu, c'est pas méchant. En plus, il y a de moins en moins de moyens. La politique agricole commune est peut-être en train de voler en éclats dans la mesure où le prochain budget ne sera peut-être pas voté à Strasbourg.

Q. : A ce propos, le sommet d'Athènes, quel est votre sentiment là-dessus ?

R. : J'ai pris acte des déclarations que se sont celles du président de la République, François Mitterrand qui a dit : « De toute manière, nous ferons le maximum pour sauver la P.A.C., pour sauver l'agriculture (sous-entendue française), le revenu des agriculteurs, le type d'exploitations familiales ». Il l'a dit, il l'a bien précisé, il a insisté : « Nous ferons le maximum, et nous ne sommes pas pour des quotas parce que ça pénalise les régions comme la nôtre ». Par contre il a dit : « Je suis pour pénaliser les usines à lait ». Moi je dis : je prend acte de ces déclarations, rendez-vous au printemps parce que ces déclarations, il va falloir les transformer en actes. Alors là, entre nous, je me demande bien avec quoi ! Quand on sait où en est le budget, quand on sait qu'on va sans doute fonctionner avec des douzièmes, etc... ou alors que les pouvoirs publics français mettent le complément, mais je ne vois pas avec quoi, hélas !

Q. : Va-t-on vers une disparition de l'agriculture bretonne ?

R. : Moi je dis qu'on va vers un écrémage.

Q. : A moins qu'il y ait un marché quotas contre M.C.M. ?

R. : C'est peut-être le risque, parce que nous nous disions l'autre jour : supprimez donc les négatifs, c'est de votre pouvoir. Alors que faire ? On va manifestement bruyamment (et plus que bruyamment) encore un de ces jours... Les gens vont être fous, et des excès seront commis à nouveau, qui ne résoudront pas les problèmes, tout le monde le sait. Mais tout le monde aussi se gratte la tête et se demande comment s'en sortir, même nos parlementaires. Ils sont conscients du problème mais ignorent comment le résoudre : c'est un peu la banqueroute.

« Les gens vont être fous »

Q. : Pour en revenir à ce sommet d'Athènes, ne pensez-vous pas tout de même que pour l'agriculture, pour l'économie bretonne, on a mis un peu trop facilement la faute sur le dos des Anglais ?

R. : Tout à fait. On a exagéré. Là, Mme Thatcher a eu bon dos. Je pense qu'il y a la faute de tous les gouvernements. Fallait pas qu'ils fassent trop leur mea culpa sur la poitrine de Margaret Thatcher. C'est trop facile. Je crois qu'il y a une volonté globale de la part de tous nos gouvernants, de passer sur l'agriculture.

Q. : On a tout à fait l'impression qu'il y a trois pays qui défendent leur agriculture : la Hollande, l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre. Enfin... l'Angleterre, parce qu'elle est égoïste. Pour ce qui est du revenu des

producteurs allemands ou hollandais, ils sont défendus (même si on sait bien que c'est grâce aux M.C.M.). On n'est pas plus mauvais technicien qu'eux : de ce côté-là, ils nous craignent, mais eux font fortune. Ils doublent leur production en deux ou trois ans, que ce soit en porcs, en volailles ou en lait bientôt...

R. : C'est vrai qu'en Allemagne et en Hollande existe une politique agricole plus affirmée qu'elle n'a été chez nous. Et elle est confortée par le pouvoir monétaire qu'ils ont.

Q. : Qui est lié à une industrie dynamique et puissante...

R. : Lié à l'industrie. Ils ont aussi une situation géographique privilégiée. C'est quand même l'axe Rhône-Rhin et Nord de l'Europe avec la population qui est concentrée dans ces régions. Et le pouvoir financier, en plus... Quand on voit aujourd'hui où est le dollar par rapport au franc. Ou que le deutschmark suit, et maintenant le florin, le franc suisse et toutes les monnaies sont en train de suivre. Ça aussi est significatif de leur volonté. Alors ce sont les fameux M.C.M., les distorsions monétaires qui les avantagent doublement et qui font que le clivage s'accroît entre le nord de l'Europe et le reste. L'Angleterre, c'est un peu particulier : il n'y a plus là-bas que 2 % de paysans. Quand il n'y aura presque plus de paysans en France, leur revenu sera sûrement correct. Mais ça n'est pas ça que nous souhaitons ! Il faut maintenir les hommes et les promouvoir, là où ils sont et avec tout ce qu'il y a autour, avec tout leur environnement. Il va falloir se battre plus que jamais. J'appréhende terriblement 84. Il va falloir lutter, faire front : il faut absolument que toutes les forces vives de la région une fois de plus se retrouvent au coude à coude, que l'on passe sur certaines petites querelles intestines, même s'il faut autour d'une table se cracher des vérités et laver du linge sale, ça n'est pas mauvais en soi, et ça ne doit pas déranger. Mais que sur les grands projets, que sur les lignes communes, sur la volonté commune de maintenir la vie dans une région, que là au moins tout le monde tire dans le même sens. C'est l'intérêt général. Ou alors, moi, je désespère de tout.

« Le gâteau, il est là »

Q. : Quelle est donc la position de la Chambre d'Agriculture quant au démantèlement des M.C.M. ?

R. : C'est simple. Elle a été depuis longtemps de dire (et elle en reste là) : nous demandons la disparition pure et simple de tous les M.C.M. négatifs et positifs. Ça c'est la première chose, ça c'est fondamental. Ceux qui sont négatifs, c'est du ressort des pouvoirs publics français, ils peuvent les supprimer demain. Restent les positifs. Si on n'a pas obtenu le premier point (qui est capital), on est d'accord pour rejoindre la proposition allemande de transformer les positifs en négatifs, en les alignant sur la monnaie la plus forte qui est le deutschmark. C'est clair et évident. Il faut utiliser une fois de plus tous les moyens, quels qu'ils soient pour résoudre les problèmes. Mais ce que je crains, c'est qu'on risque d'assister à des clivages, que les gens se trossent de cible une fois de plus. Au lieu de se révolter contre les vrais responsables, ils se révolteront entre eux, entre voisins, entre organisations. A la limite, on

peut se bigorner entre nous... pendant ce temps-là, il y en a d'autres qui compteront les coups, qui rigoleront...

Q. : Du fait que les pouvoirs de décision sont éloignés, notamment à Paris, est-ce qu'il ne faudrait pas arriver à un système qui se rapproche de votre déclaration, à savoir la possibilité de décider de la politique agricole au niveau régional ?

R. : On vient de décider la décentralisation. Mais c'est une montagne qui risque d'accoucher d'une souris, parce que quand on voit dans les faits ce qui se passe en Bretagne... On ne peut être que pour la décentralisation, mais en fait quels pouvoirs avons-nous ?... Et quels moyens ? J'ai dit qu'il fallait une politique agricole pour la région. Mais on a beau être d'accord tous entre nous, si on n'a pas les moyens d'appliquer cette politique... Ça restera au stade de vœu pieux et de déclaration. Il faut pouvoir concrétiser, et pour ça il faut des finances, entre autres choses.

Q. : Cette déclaration va être en fait une départementalisation où s'opérera un transfert de déficit puisqu'on demandera aux régions de régler ce que l'Etat ne pourra plus payer, et ceci sur tous les plans. Le constatez-vous déjà ?

R. : Mais bien sûr ! Alors, quand on demande un « plan porc », par exemple, à la région, elle nous dit : nous on ne peut plus payer — parce que ce sont les contribuables qui paient tout ça, il ne faut pas l'oublier ; ce sont les impôts, c'est nous finalement. L'Etat nous dit : moi je veux bien mettre ça, à condition que la région veuille bien mettre autant ou deux fois plus. C'est trop facile ! A la limite, moi je dis : quand il n'y a plus de foin dans le râtelier, les ânes se battent entre eux. C'est ça le drame. Le gâteau, il est là, il est comme ça. Si on donne plus à l'un ce sera fatalement au détriment de l'autre. C'est la foire d'empoigne. Il y a une masse qui représente tant, et on dit : « débrouillez-vous avec ça... et puis répartissez ». Alors on répartit la pénurie et les gens se bagarrent entre eux, d'où pas mal de problèmes.

Q. : Est-ce qu'il y a la solidarité voulue ? Est-ce qu'on prend les moyens de faire en sorte qu'elle existe réellement ?

R. : Il nous appartient, à nous de faire qu'elle existe. Ça fait partie de la bagarre à mener à l'intérieur. Ça fait partie de ce front uni qu'on doit mener, de la solidarité interne entre agriculteurs d'abord, ensuite entre tout ce qui gravite autour d'eux. C'est fondamental, mais la solidarité on ne l'impose pas. Mais attention ! Si ça va trop mal, les gens ne se serreront plus la main : ils se taperont dessus. Certains peut-être se serreront la main pour essayer de se sauver, mais je ne sais pas si d'autres, pendant ce temps-là n'en profiteront pas encore ; il y a des requins chez nous, et ceux-là, il faut les empêcher de mordre. Si on dit qu'il faut installer des jeunes et que sur le terrain, on donne la terre à ceux qui en ont déjà assez, ça ne sert à rien. C'est une question de conscience de la base au sommet et du sommet à la base. Il y a un problème d'honnêteté chez les hommes... qui sont ce qu'ils sont, avec leurs qualités, leurs défauts. Il y a des bavures aussi, mais il faut accepter de passer là-dessus, et de ne voir que l'intérêt général. Et puis, il ne faut pas baisser les bras ».

(1) 150 000 exploitations avec la Loire-Atlantique.

(2) Association de Groupements d'Éleveurs Organisés, qui lutte contre les M.C.M. en gelant l'impôt.

«Les blocages des trains ont été des manifestations unitaires». Pour François Kerfourn, qui comme beaucoup d'autres agriculteurs y a participé, l'affirmation est nette, même si les réserves à apporter sur l'unité (notamment syndicale) dans le monde paysan sont importantes. Tout comme il semble indispensable à cet éleveur de trente-six ans de préciser à nouveau certaines données économiques de la profession agricole...

C'est à vingt-neuf ans, après avoir travaillé dix ans à l'extérieur, que François Kerfourn a repris la ferme de ses parents, à Plouider, au nord de Lesneven. 14 hectares qui sont consacrés à l'élevage de 24 laitières. Complétons le cheptel avec une vingtaine de génisses. Quant aux veaux mâles, l'éleveur les engraisse à la poudre de lait, sans hormones. Il les vend à des particuliers: «J'ai envie d'être maître de la commercialisation de mon produit», dit-il. «C'est vrai qu'il est vendu plus cher qu'à la coopérative. D'un autre côté, on a le contact direct avec les consommateurs, qui s'y retrouvent davantage qu'avec des veaux élevés en batteries, industriellement. Cette recherche de qualité plutôt que de quantité va évidemment à l'encontre de l'hyper-spécialisation dans ce domaine démarrée dans les années 60-70. Et à ce propos, je me demande dans quelle mesure des organisations de consommateurs pourraient obliger les organisations agricoles à reconsidérer les types de productions en général, et celui-là en particulier».

Coup d'arrêt

Parmi les raisons de la grogne paysanne manifestée en ce début d'année: les quotas laitiers (1). François Kerfourn détaille rapidement sa situation: de 81 à 83, ses 17 laitières produisaient 6.000 litres chacune par an, soit 102.000 litres au total. Ces années sont celles de référence pour l'établissement du quota individuel. En 84, ses 24 laitières devront faire 144.000 litres, soit un dépassement de 42.000 de la production de référence — dépassement qui sera donc taxé.

«Syndicalement, on ne peut pas être pour un système de quotas, dans la mesure où une situation donnée est figée. Un jeune qui s'installe avec 20 laitières qui font 80.000 l/an et qui veut monter à 25 laitières (qui feraient 150.000 l/an), est doublement pénalisé: il ne peut augmenter ni son troupeau, ni sa productivité, ce qui est pourtant indispensable quand on est en phase d'installation».

Le système tel qu'il est envisagé ne satisfait donc pas notre interlocuteur, récemment élu président du syndicat F.D.S.E.A. local. Et lorsqu'on parle quotas au niveau du marché européen, il a ce commentaire: «On nous demande des taxes de co-responsabilité pour soi-disant participer à la gestion du marché, pour trouver de nouveaux débouchés.

FRANÇOIS KERFOURN : A PROPOS D'ECONOMIE ET D'AUTONOMIE

Mais des débouchés, il n'y en a pratiquement pas, dans la mesure où par exemple, on exporte de la poudre de lait dans les pays du Tiers-monde, très peu solvables (et qu'on exploite par ailleurs). En 83, il y a eut un excédent d'un million de tonnes de poudre de lait et de 800.000 tonnes de beurre !».

Selon François Kerfourn, il est donc bien plus urgent de donner un coup d'arrêt à l'augmentation de la production plutôt que d'établir des quotas... lesquels seraient avantageusement remplacés par des quantums qui permettent un revenu garanti à chaque agriculteur. Mais voilà: «Ce sont les exploitants les plus gros, les plus riches, qui sont responsables de la surproduction. Eux n'ont pas intérêt à ce qu'on garantisse un revenu aux petits producteurs dont beaucoup n'ont pas l'équivalent du S.M.I.C.».

C'est aux petits de doubler!

Veaux, vaches, cochons... Ces derniers voient leur production, au contraire de celle laitière, déficitaire sur l'hexagone de 400.000 tonnes de viande environ. Tout le monde, continue François Kerfourn, est d'accord pour dire qu'il faut qu'un maximum de jeunes s'installent: «Mais la hauteur de ce maximum varie beaucoup. Est-ce qu'on va maintenir un tissu social, est-ce qu'on va véritablement installer des jeunes sur des «exploitations familiales à responsabilité personnelle», en poursuivant la concentration des élevages? Quelle est «l'exploitation familiale»?

ATOUT TRÈFLE

Récemment, François Kerfourn a entrepris de faire du trèfle. Premier avantage: au lieu de refaire les pâtures tous les ans, l'opération aura lieu tous les cinq ou six ans. Second avantage: le trèfle capte l'azote. Ce qui permet d'employer moins d'engrais azoté ou, à la limite, pas du tout. La dépense par hectare est donc moindre, tout comme est moins important le nombre de vaches à brouter sur cette surface, mais comme des économies auront été faites, le revenu ne baissera pas. «Et encore, il n'est pas prouvé que le Ray Grass anglais soit moins productif que les cultures très intensives avec beaucoup d'engrais azoté», dit l'éleveur pour qui cette culture «douce» (par la production raisonnable du cheptel qu'elle entraîne) peut être une première réponse aux excédents laitiers.

celle de 600 truies avec cinq ouvriers ou celles qui en auraient chacune 60?».

Autre chiffre cité par l'éleveur: 3% des producteurs de porcs réalisent environ 20% de la production française, pourcentage qui correspond d'ailleurs au tonnage de viande en déficit: «Dans un an, si ces 3% doublent leur production, ils comblent le déficit. Mais on est pas mal à dire: non! C'est aux petits de doubler!».

Le jeune agriculteur de Plouider souligne également le fait suivant: le maintien des petits exploitants est forcément contradictoire avec la concentration de la production et donc le développement des «gros»: «Ces gros qui, en plus, tentent de s'accaparer le syndicalisme pour le geler, le neutraliser. Un syndicaliste doit être solidaire, c'est ma conception. On parle de l'unité nécessaire la plus large possible de la profession agricole? Mais à quoi ça sert de rechercher l'unité tant que les causes de la division n'ont pas été mises en lumière! Et l'une d'entre elles est tout de même que les écarts connus du revenu agricole vont de 1 à 35! Les écarts «connus»... en fait ils sont beaucoup plus importants».

Du profit au déficit

Autre commentaire de François Kerfourn, à propos du débat sur l'agriculture qui s'est tenu sur FR3 Bretagne début février. Selon lui, il s'en dégageait deux tendances. La première celle des «libéraux» qui, bien que partisans de la loi du marché, rendent les Montants Compensatoires Monétaires entièrement responsables de la crise agricole. L'autre tendance était de dire: oui, il y a des M.C.M., mais ils ne sont pas les seuls fautifs. Notre interlocuteur partage cette seconde idée: «On est libéral dès que ça va bien, et on est pour l'intervention de l'Etat dès que ça va mal! Les gros producteurs vont se garder le profit et vont demander à la collectivité de partager leur déficit. Combien parmi les gros éleveurs de porcs qui ont manifesté à la D.D.A. et à Brest sont en train de doubler leur effectif porcin? Quant à ceux qui sont allés casser la sous-préfecture à Brest, ils ne sont pas parmi les plus malheureux!».

Au sujet des manifestations de janvier, le syndicaliste dit: «Dans le Finistère notamment, on a voulu présenter les divergences entre C.D.J.A. et F.D.S.E.A. comme une mésentente entre les jeunes et les aînés. Mais c'est

pas ça du tout ! Cette division, c'est la partie visible de l'iceberg. En réalité, ce sont deux conceptions du développement de l'agriculture qui apparaissent, et qui sont contradictoires».

Et François Kerfourn de dénier toute logique à la première, à ce (faux) libéralisme, particulièrement en production porcine où les pratiques anarchiques ont eu la double conséquence de réduire le nombre de producteurs, et de parvenir à une force sociale... inexistante. Autre illustration d'une incohérence : la dépendance de la Bretagne par rapport à l'extérieur (en soja par exemple, elle ne dispose que de 17 jours de réserve, et les débouchés en matière avicole sont tributaire de l'étranger) qui la place dans la position d'un pays sous-développé.

Interdépendance

La situation agricole serait au contraire bien plus viable si, d'une part, les corporatismes s'estompaient, et si d'autre part le système mis en place (la spécialisation à outrance a conduit à des intérêts divergents au sein de la profession) était corrigé : « Il est clair qu'il y a interdépendance des productions. Les jeunes ne s'installent pas en porc ; ils s'installent en lait qui connaît alors une surproduction ; devant ça, certains vont s'installer en légumes, production qui ira vers un excédent, etc... Il aurait fallu depuis longtemps que les organisations agricoles soient assez perspicaces pour que les répartitions des productions s'équilibrent. Ça n'est toujours pas le cas ».

Pour François Kerfourn, il faudra bien qu'on en arrive à la création d'exploita-



Le jeune éleveur de Plouider à la traite du soir

tions qui soient plus économes et autonomes, en recherchant la valeur ajoutée maximum, en essayant de réduire les consommations intermédiaires. Économies : pour les cultures, dépenser moins à l'hectare (lire encadré), remettre en cause les monocultures, respecter l'environnement. Autonomie : supprimer le maximum d'intermédiaires, assurer son indépendance vis-à-vis de l'étranger, ce qui aurait pour conséquence, entre autres, de permettre aux pays du Tiers-Monde de passer de la culture du soja (que nous importons) aux cultures vivrières qui permettraient de diminuer

la malnutrition de leurs populations.

Pierre Gallais.

(1) Sur les quotas laitiers et les M.C.M., lire le « P.B. » numéro 240 de décembre 1983.

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI

Si depuis le mois de novembre, l'agitation paysanne en Bretagne n'avait guère connu de répit, elle a atteint son paroxysme fin janvier avec la mise à sac de la sous-préfecture de Brest puis, surtout, l'opération blocage du trafic ferroviaire des 24 et 25 janvier. Cette dernière opération s'est déroulée selon un scénario étonnant à plus d'un titre, très révélateur des enjeux et des rapports de force qui caractérisent la situation socio-économique actuelle de l'agriculture bretonne. Un mois après ces événements, et bien que le monde paysan semble s'être calmé, force est de reconnaître qu'aucun problème n'est réglé. Ni la crise porcine, ni les M.C.M., ni les quotas laitiers, ni l'élargissement à l'Espagne... ni même l'Annexe B.ter. Et contrairement à une idée très répandue — et pas seulement chez les paysans — la « casse » de la fin janvier n'a finalement servi à rien.

COMMENTAIRE : LE TEMPS DES APRES-MANIFS

Curieuse idée que d'avoir baptisé « Comité de Salut Économique », la coalition des multiples forces agricoles, agro-alimentaires, chambre de Commerce et des Métiers, transporteurs routiers... qui s'est formée début janvier avec pour programme de lutter contre tout ce qui inquiète aujourd'hui le monde agricole et agro-alimentaire : M.C.M., quotas laitiers, élargissement de la C.E.E., sans oublier la suppression de l'Annexe B.ter.

Alors, d'emblée, remplaçons le problème de cette dernière. Pour cela quelques points d'histoire récente. En 1978, puis en 79, les représentants de l'agriculture dans les instances régionales (C.E.S. et Conseil Régional) avaient unanimement voté pour la suppression de l'Annexe B.ter sur cinq ans. Lorsque les producteurs de légumes, les industriels de l'aliment du bétail et quelques syndicalistes agricoles organisèrent fin 1979-début 80 l'opposition à ce processus de démantèlement des correctifs

tarifaires, ils se heurtèrent aux représentants des chambres de Commerce et de Métiers... et même à certains responsables agricoles (Daunay, Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine par exemple), ou représentants des transporteurs routiers. Et ce, sans parler de la majorité des conseillers régionaux de droite. Ce n'est qu'en janvier 80 — alors qu'il était président du Conseil Régional depuis septembre 78 — que R. Marcellin, sous la pression des milieux agricoles et de la gauche, accepta de négocier avec le gouvernement le report de la suppression des correctifs tarifaires jusqu'à la date d'achèvement des travaux de modernisation et d'électrification des lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper.

L'unité apparue début 84, sur l'Annexe B.ter avait donc un côté assez artificiel. Sans doute peut-on l'expliquer pour partie par des motivations politiques, mais cela ne suffit pas à expliquer

l'ampleur et la vigueur des manifestations des 24 et 25 janvier.

L'Annexe B. ter a constitué pour les promoteurs du Comité de Salut Economique un thème idéal leur permettant de se poser en défenseurs de l'économie régionale. Elle leur a aussi servi à mobiliser les agriculteurs bretons face aux multiples menaces qui pèsent sur leur avenir.

M.C.M., quotas, élargissement

Au-delà du problème ponctuel de l'Annexe B. ter, les promoteurs du Comité de Salut Economique justifiaient leur initiatives à partir des inquiétudes que soulèvent la permanence des Montants Compensatoires, le projet d'instauration de quotas laitiers, l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne. Et ça c'est effectivement plus inquiétant encore que la suppression de l'Annexe B. ter.

Sur un kilo de cochon, l'Annexe B. ter représente en moyenne 3 cts/kg, au maximum 4,5 cts/kg. Quand le cours du porc descend à 1,50 F./kg au-dessous du prix de revient, il y a donc autre chose. Les M.C.M. par exemple. Plus de 1 F/kg entre producteurs bretons et allemands, 61 cts/kg entre hollandais et bretons.

Pour un litre de lait payé 1,70 F/l. au producteur, la suppression de l'Annexe B. ter n'a guère d'incidence. Par contre avec l'instauration de quotas laitiers par producteurs, ce sont les bases même d'un certain schéma de développement agricole qui sont en cause.

Sur un chou-fleur exporté vers l'Allemagne l'Annexe B. ter représente 40 cts/kg. Très important. Pour l'artichaut ou la pomme-de-terre primeur ce l'est déjà beaucoup moins... et les conséquences de l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne sont autrement plus importantes pour ces productions.

L'Annexe B. ter n'aura servi finalement qu'à unifier les inquiétudes des producteurs de porcs, de poulets, de lait ou de légumes. Reste alors à expliquer deux choses: pourquoi avoir lancé toutes les forces syndicales agricoles sur une question «secondaire»? Ensuite, comment expliquer l'optimisme qu'ont affiché les responsables agricoles qui furent reçus à Paris à l'issue des manifestations de la fin janvier?

Quand la FNSEA joue l'unité bretonne

Pour comprendre la création du Comité de Salut Economique, il faut prendre la mesure du désarroi des structures dominantes de l'agriculture bretonne (chambres d'Agriculture, FDSEA...). Celles-ci sont en effet menacées de deux côtés: d'un côté les coopératives et groupements de producteurs, confrontés aux crises du porc et de l'œuf, à la gestion des laiteries, s'organisent pour lutter contre les M.C.M. et autres distorsions qui handicapent la

production bretonne par rapport aux productions concurrentes du Bénélux ou du Danemark par exemple. La réalité de ces distorsions de concurrence permet de plus aux responsables de ces coopératives d'évacuer toute réflexion sur les aberrations d'un système économique libéral, engendrant crises sur crises et provoquant l'élimination régulière des couches de producteurs les plus fragiles. Ce sont ces coopératives et groupements qui ont créé l'A.G.E.O., organisation d'éleveurs bretons qui dénoncent vigoureusement la passivité de la FNSEA sur les montants compensatoires.

D'un autre côté, la course d'éliminations engagée dans certaines productions (œufs, porcs) multipliant les situations financières difficiles d'agriculteurs... et de coops, la nécessité d'une maîtrise de développement de la production laitière amènent de plus en plus d'agriculteurs à remettre en cause les schémas passés de développement de l'agriculture, de l'organisation des marchés, etc... Et c'est évidemment en Bretagne, région d'élevage la plus intensifiée, qu'une telle réaction se fait le plus sentir — et est potentiellement la plus dangereuse pour les couches dominantes de la paysannerie.

Une influence provisoirement sauvegardée

Les promoteurs du Comité de Salut Economique — et le Président était rappelons-le F. Guézou — sont avant tout soucieux d'éviter que leur pouvoir et leur influence soient remis en cause. Il leur fallait éviter deux fractures. Entre les coopératives conscientes des intérêts spécifiques de la Bretagne et le syndicalisme officiel FNSEA qui contrôle les Chambres d'Agriculture. Entre partisans du système libéral qui condamne de nombreux agriculteurs et les partisans d'une politique assurant l'avenir du plus grand nombre.

Pour éviter ce genre de débats, quoi de mieux qu'une mobilisation générale sur un thème régional indiscutable... tout en profitant des inquiétudes qui sont à la base de ces débats. L'«Unité bretonne» servant curieusement l'occurrence à assurer l'hégémonie des structures affiliées à la FNSEA.

C'est apparu clairement lors de la réception de la délégation bretonne chez M. Rocard. C'est F. Guillaume, Président de la FNSEA, qui a fait le compte rendu — optimiste — de l'entrevue. Et on apprendra ensuite que c'est lui qui avait obtenu cette entrevue... alors que le Comité de Salut Economique n'avait jamais demandé qu'une entrevue chez Mauroy.

Faut-il s'étonner que cette délégation bretonne ait été contestée à son retour de Paris, tant par l'A.G.E.O. que par les courants progressistes? Les déclarations de F. Guézou dans ce numéro du Peuple Breton ont trouvé en tout cas toutes leurs limites à travers cet épisode.

Les structures traditionnelles du monde agricole breton auront ainsi réussi à sauvegarder provisoirement leur influence, tout en restant incapables d'apporter la moindre réponse aux

grands problèmes du moment. Comment faire face au projet de blocage du développement de la production laitière? Comment amener le gouvernement français à renoncer à sa politique de Montants Compensatoires? Comment assurer l'avenir des productions légumières? Comment sauvegarder les possibilités d'installation des jeunes agriculteurs? Quels moyens spécifiques faut-il dégager en Bretagne pour faire face à cette nouvelle mutation de l'agriculture qui s'annonce pour les années à venir.

Ces structures traditionnelles ont donc réussi à sauvegarder provisoirement leur influence. Mais à quel prix? Elles ont joué leur va-tout en engageant l'opération blocage ferroviaire. Que pourront-elles engager comme action plus «dure» à l'heure des échéances décisives des semaines et mois à venir. Elles ont été obligées d'affirmer que leur «action a payé» alors que les quelques décisions annoncées à l'issue des rencontres chez Rocard ou Mauroy étaient déjà acquises.

Il leur sera de plus en plus difficile de faire admettre qu'«il faut faire confiance aux organisations nationales, à la FNSEA, à F. Guillaume». Ne serait-ce que parce que, de fait, à travers les actions des 24 et 25 janvier elles ont donné une dimension spécifiquement bretonne aux problèmes et à la mobilisation paysanne. Elles ont en fait ouvert la route pour de tout autres démarches.

Farouche volonté

La question fondamentale est bien aujourd'hui celle des alternatives possibles à la FNSEA.

Ce peut-être la solution du libéralisme à tout va. Obsédé par la course-poursuite avec les Hollandais. Avec comme maître-mot l'égalité de concurrence et la sélection des agriculteurs avec élimination par étapes des plus faibles. Avec comme objectif la suppression des distorsions de concurrence et tous les blocages possibles à la croissance des plus forts. Avec comme réponse optimum la construction de porcheries d'Alexis Gourvennec dans le Sud-Ouest. Sur le plan de l'idéologie c'est le triomphe d'une «nouvelle droite» individualiste et agressive supplantant la démocratie chrétienne.

Ce peut être également une alternative progressiste bretonne. Consciente que le développement des vingt dernières années est l'expression d'une farouche volonté d'émancipation économique et sociale des paysans bretons, consciente que pour assurer l'avenir de cette agriculture nombreuse, intensive, créatrice d'emplois, il est nécessaire de mettre en œuvre des réformes en profondeur: sur le plan de la gestion des marchés, de la rémunération du travail agricole, sur le plan foncier, sur le plan de la formation, de la recherche.

C'est bien en ces termes que se pose aujourd'hui le débat syndical paysan. Les péripéties des conflits entre tendances syndicales du Finistère l'illustrent d'ailleurs clairement.

Paul Dréau.

«C'est à la population de la région de savoir si elle désire garder à son service un établissement privé qui lui offre le libre choix en matière de santé». Ainsi s'exprimaient en décembre 1983 les administrateurs de la Clinique Saint-Joseph de Paimpol, avant d'annoncer une première vague de licenciements.

Au-delà du problème de fond, la croisade du privé contre le «collectivisme», un «remake» à petit budget de la superposition qui se joue en ce moment à l'échelon hexagonal — nous y reviendrons — il semble bien que la population a d'ores et déjà effectivement tranché.

En l'espace d'un an, la clinique s'est pratiquement vidée de ses malades. Pour une capacité d'accueil de 60 lits, le taux d'occupation a chuté à 60% puis 40%. A l'heure où nous écrivons seuls une dizaine de lits sont occupés, et encore, grâce à une politique «d'hospitalisation à outrance et de prolongements de séjours».

Comment en est-on arrivé là? Pour la direction, que soutient le SNPMI, syndicat patronal d'extrême-droite, il ne fait pas l'ombre d'un doute que c'est la concurrence de l'hôpital qui est à l'origine des difficultés de la clinique. Une concurrence jugée déloyale. Et de citer pêle-mêle la taxe professionnelle, le prix de la journée imposé, le parti-pris du Service de Secours d'Urgence accusé de ne pas tenir compte de la volonté des malades et de favoriser délibérément l'hôpital. A cela viendrait s'ajouter les calomnies qui auraient couru sur la clinique et, sans doute miraculeusement (c'est un paradoxe!), épargné l'hôpital...

La C.F.D.T., seul syndicat représenté dans l'établissement, parle elle d'erreur de gestion, de valse des spécialistes, de mésententes entre médecins et surtout du cumul par l'un des administrateurs des fonctions de chirurgien et de comptable... Tout cela, il est vrai, ne peut que faire mauvaise impression sur la clientèle.

Et contrairement à la Direction qui ne jure que par la réduction des effectifs —et veut ainsi faire supporter par le per-

sonnel les conséquences de ses erreurs de gestion et de son incompétence — la C.F.D.T. propose des solutions: soit la création d'une clinique mutualiste, soit la reprise par l'hôpital, actuellement saturé. Cette dernière proposition est d'ailleurs soutenue par le Maire de Paimpol, qui est à ce titre Président du Conseil d'Administration de l'Hôpital. Elle permettrait, si elle était retenue, à la fois le maintien du nombre de lits et le maintien de l'emploi. Pourtant la direction rejette cette solution, arguant du droit des malades à choisir leur établissement de soins — qui lui semble sans doute plus importante que le droit au travail des employés de la clinique.

Libre choix des malades? Ou plutôt volonté déguisée de remplacer une clinique en difficultés financières par une petite unité (15 à 20 lits, 20 emplois) de chirurgie esthétique ou de rééducation fonctionnelle, beaucoup plus lucrative? C'est ce qu'affirmait, dès le 3 décembre 83, la C.F.D.T., sans qu'il ne lui soit, à ce jour, opposé de démenti. Dans ce cas bien sûr, il serait fait bon marché du libre choix des malades qui, compte tenu de l'état de saturation de l'hôpital, seraient

alors obligés de se faire hospitaliser à Tréguier, Guingamp, Lannion ou Saint-Brieuc, avec toute les difficultés que cela suppose, en particulier pour les familles.

Alors que selon la direction, les licenciements autorisés en décembre devaient permettre la relance de l'établissement dans de «bonnes» conditions (sacrifier huit emplois pour en sauver 40), la clinique déposait son bilan début janvier et était admise au bénéfice du règlement judiciaire. Parallèlement, huit nouvelles demandes de licenciements (dont trois délégués syndicaux) étaient déposées auprès de l'Inspection du Travail, et acceptées.

Confronté à un patronat de choc qui n'a reculé devant aucune pression pour le diviser, le personnel qui a multiplié les actions (débrayages, distributions de tracts) et reçu le soutien de la Section C.G.T. de l'hôpital et de la majorité de gauche du Conseil Municipal de Paimpol (P.C., P.S., U.D.B.), se demande aujourd'hui à quelle sauce il va être mangé. Mais il reste mobilisé.

Pierre Morvan.



Le Peuple Breton

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

SIMIER

Frères

CYCLES

LESNEVEN



Spécialiste
Course
et
Vélo-cross

Tél. 83.01.80

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

CREPTAB : ENERGIES RENOUVELABLES

Il y a exactement trois ans, maintenant, au mois de mars 1980, pendant la lutte de Plogoff, était créé le CREPTAB* (Centre de Recherche, d'Etude et de Promotion des Technologies Appropriées en Bretagne), une association loi 1901 qui se donnait pour but de développer l'utilisation des Energies Renouvelables en Bretagne (1).

Si le CREPTAB s'est installé dans les Monts d'Arrée, à La Feuillée, c'est d'abord parce que les militants à l'origine de l'association se trouvaient dans cette région, ensuite parce qu'il voulaient prouver que l'on pouvait maintenir des activités dans cette région défavorisée. Après trois années d'existence, les animateurs du CREPTAB reconnaissent que cette implantation a donné beaucoup de handicaps au développement de l'association. Loin de toute agglomération, La Feuillée se trouve loin du public, mais aussi des services (commerces, etc.).

Malgré cela, le CREPTAB a réussi à mener à terme certains de ses projets. Le plus important, peut-être, a été en 1982, la création officielle d'un Centre de Documentation Régional sur l'Energie (Energie Renouvelable et Fossiles), et le Développement Rural avec un financement du Ministère de l'Energie, de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie et du Conseil Régional. Les autres actions menées par le CREPTAB consistent en des actions d'information du public (participation aux foires-expositions sur l'Energie...), interventions en milieux scolaires, organisation de stages de formation dans le cadre de la formation continue.

Au début de l'année 1983, lors de l'Assemblée Générale du CREPTAB les res-

pensables de l'association ont été amenés à faire le point sur la situation financière, déjà inquiétante à l'époque. En conséquence, deux permanentes salariées ont dû être licenciées pour des raisons économiques. Les postes de permanents sont assurés maintenant par des objecteurs de conscience qui effectuent leur service civil auprès de l'association. Depuis, la situation financière du CREPTAB ne s'est guère améliorée, une situation inquiétante qui risque de mettre en cause l'existence même de l'association. Les responsables de l'association ont été amenés à faire le point sur le développement des Energies Renouvelables en Bretagne, quelles évolutions depuis le 10 mai 1981?

Le constat global est plutôt négatif. Malgré la mise en place au début de cette année de la délégation régionale de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie, rien de significatif n'a encore été fait pour faire de la Bretagne une région pilote en Energies Renouvelables. Force est de reconnaître que les moyens affectés à l'AFME ne lui permettent pas d'avoir du poids par rapport à la politique du tout électrique d'EDF, ou d'influencer la politique du logement actuelle.

Les animateurs du CREPTAB espèrent continuer leurs actions. Difficile avec peu de financement et de crédibilité de la part des administrations, et avec une force militante de plus en plus faiblissante, comme dans beaucoup d'associations. □

(1) CREPTAB — Maison des Marronniers

29251 La Feuillée.

Tél.: (98) 99.61.87.

Ouvert du lundi au vendredi de 9 à 12 h et de 14 à 17 h.

NANTES-RENNES, ROUTE MEURTRIÈRE

ONZE mille quatre cents véhicules par jour (dont 12,5% de poids lourds) sur la route Nantes-Rennes, ce n'est pas rien, et ça dépasse toute mesure quand bourgs et villages sont traversés. Conséquence principale: on compte 35 accidents graves, 12 morts, 50 blessés depuis le 1^{er} janvier 82, sur ce tronçon. Les riverains de celui-ci demandent depuis des lustres cette fameuse « quatre-voies de la sécurité », et en particulier les habitants de Grandchamp et Treillères qui attendent toujours une déviation. Dans le N°5 du « Courrier de l'Unité », Per-Yves Le Rhun pose la question: « **A qui la faute d'un pareil retard cher en vies humaines? Le CUAB répond clairement: à un découpage administratif absurde, aux irresponsables qui l'ont mis en place en 1956 sans consulter les intéressés, aux responsables politiques qui l'ont maintenu et le maintiennent en place contre toute raison.** »

Et le président du Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne de rappeler que c'est l'axe Nantes-Le Mans (la route de Paris) qui bénéficie des crédits routiers des Pays de Loire: « **Il s'agit là d'un véritable détournement de fonds régionaux au profit d'un axe d'intérêt national, toujours prioritaire pour un Etat centralisé. A quoi bon créer des Régions si elles se contentent de faire ce qu'un Etat centralisé accomplit de lui-même?** ».

Au chapitre de la durée des trajets, si celui par route est interminable (deux heures du centre de Nantes à celui de Rennes, pour une distance de 100 km à vol d'oiseau), celui par rail n'est pas mieux loti. Le meilleur train Nantes-Rennes parcourt les 154 km en 1 h 33 (91 km/h). Vers Paris le train le plus rapide met 3 h 06 pour parcourir 396 km (soit une moyenne de 128 km/h). Le T.G.V. prévu lui, mettra une heure de moins avec une moyenne de 182 km/h. Pour P.Y. Le Rhun: « **Le meilleur train vers Paris roulera alors deux fois plus vite que le meilleur train vers Rennes. Le Nantais qui va à Paris serait-il deux fois plus pressé que celui qui va à Rennes? La centralisation a de l'avenir, malgré les discours.** ».

« Et pourtant, conclut-il, la réunification administrative de la Bretagne donnerait une solution rapide aux problèmes de liaison par route et par rail entre Nantes et Rennes, réglant au passage la question de la déviation de Treillères et économisant ainsi les vies humaines ».

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de commerce 29200 BREST - Tél. 44.33.21



OVATION
LOWDEN
ARIA
GOMEZ
TAKAMINE
SEILER
SAUTER
ZIMMERMANN
MAEARI
SELMER
BUFFET
COURTOIS
COUESNON
YAMAHA



VOUS AIMEZ LA MUSIQUE ?
VENEZ NOUS VOIR

ART & MUSIQUE

2 rue Ducouëdic BREST

tel: 80-47-41



DIWAN A PARIS



MINISTERES... ET BOULES DE GOMMES

Diwan, aussi, en a ras-le-bol. Des discours apaisants, des demi-mesures et des promesses à moitié tenues. Pour Diwan, submergé de dettes, la situation est intenable. Le 22 Février, c'était une journée d'action du mouvement dans toute la Bretagne : occupation de la mairie

de Mellac, des permanences de députés PS. Mais aussi à Paris où, après avoir butté sur les CRS au Ministère des Affaires Sociales, une cinquantaine de militants se sont retrouvés au siège du PS où ils en ont entendu de belles : «Si on vous accorde ce que vous demandez, tout

le monde voudra la même chose». «L'enseignement doit être fait en français». Seule l'évocation du chômage des instits Diwan a provoqué de l'intérêt.

Louis Blonze a suivi les militants Diwan dans leur équipée parisienne.



par leurs rejets qui ont encore de la bouillie plein la bouche, oui mais maintenant, la Bretagne militante, c'est eux, faut vous y faire! Et puis le procès de Jean-François Bideault, sa condamnation à 15 mois fermes, son adoption par le groupe londonien d'Amnesty International: C'est quand même quelque chose ça! Alors là, messieurs, je vous attendais au virage: hé bien NON, RIEN, PAS UN MOT dans le Peuple Breton. INCROYABLE, MAIS... votre mauvaise foi commence à déborder. Faire l'impasse sur de telles informations est grave, pour la Bretagne, pour le Peuple Breton... -Résistons-, c'était votre slogan mobilisateur il y a quelques années, mais qui résiste aujourd'hui? Certainement pas certains bourgeois planqués de votre Parti qui n'auraient pas, eux le courage de passer une année de leur vie derrière les barreaux pour leur idéal: la résistance à l'Etat Français.

Et le projet de désobéissance militante mais aussi civile du M.I.B., avec refus de paiement de la vignette auto et de la redevance télé, et l'action de mouvements comme P.O.B.L. ou EMGANN? groupuscules direz-vous, mais vous-mêmes il y a quelques années? et aujourd'hui d'ailleurs l'êtes-vous vraiment ce grand parti rassembleur du peuple breton? Vous savez mieux que moi la réponse. Il est grand temps que vous enleviez vos œillères pour voir ce qui se passe: Par manque d'objectivité et excès de sectarisme, le P.B., et par là-même le parti qui le sous-tend, ne pourra que s'isoler de plus en plus et perdre ses lecteurs et ses sympathisants.

Danièle Niot — 49 Angers.

(Dans le cas où ma lettre ne serait pas publiée intégralement dans le courrier des lecteurs, je revirai (sic), la question de mon réabonnement...

Aïe! encore un coup dur pour le P.B...).

Encore un petit effort, Danièle Niot, et la Bretagne de l'avenir, ce sera les CDJA de Gourvennec... On te répond, parce qu'il n'y a pas longtemps, tu signalais dans ce journal que tu pourfendais aujourd'hui, et que jamais on ne t'a refusé un article — par exemple sur les sujets que tu nous accuses aujourd'hui d'ignorer...

Bien d'autres nous encouragent — y compris des militants de l'UDB qui ont également connu des années de prison. Leur foi pour bâtir une Bretagne autonome et socialiste vaut bien un petit chantage et un gros appétit nécrophage.

J.G.

INDISPENSABLE PLURALITE

Suite à l'appel au secours que vous lancez j'ai décidé de m'abonner à votre revue. Que l'on soit d'accord ou pas avec certains de vos articles, sur certaines de vos analyses, aujourd'hui ce n'est pas le problème.

Il s'agit dans une période difficile d'aider à sauver la presse bretonne et son indispensable pluralité. Je suis persuadé que la disparition du «P.B.» serait un drôle de coup dur pour le mouvement et le combat bretons.

En espérant que votre S.O.S. soit entendu par beaucoup de Bretons.

Bon courage et au prochain S.O.S. après l'an 2000.

Yves Labbé — 44 Treillères.



D.R.

S'ABONNER C'EST BIEN, SOUSCRIRE C'EST MIEUX !

QUELLE QUE SOIT LA SOMME QUE VOUS AJOUTEZ AU MONTANT DE VOTRE ABONNEMENT, ELLE NOUS EST UTILE, ELLE NOUS EST INDISPENSABLE.

ELLE EST LA MARQUE D'UNE CONFIANCE DANS L'AVENIR DU «P.B.».

LA LISTE CI-DESSOUS TMOIGNE, UNE FOIS DE PLUS, DE CETTE CONFIANCE.

ALLONGEONS-LA !

Souscription: Première liste

M. O'Connor, London	5,00	F Girard, Plénèuf	20,00
M. Le Borgne, Saint-Yvi	20,00	A. Daniel, 78 Guyaucourt	20,00
A. Mandert, Auray	20,00	D. Derrien, Maël Carhaix	20,00
F. Le Reun, Milizac		M. Le Troquer, 78 Le Perray	20,00
.....M. O'Connor, London	5,00	G. Ponchain, 78 Maison Lafitte	20,00
M. O'Connor, London	5,00	F. Pierre, Saint-Pabu	20,00
M. Le Borgne, Saint-Yvi	20,00	H. Guillerm, Orvault	20,00
A. Mandort, Auray	20,00	E. Le Clainche, Trefflean	20,00
F. Le Reun, Milizac	20,00	M. Mingam, Saint-Urbain	20,00
J.C. Le Henaff, Plomelin	20,00	J. Rolland, 78 Sartrouville	60,00
M. Hamon, Penvenan	20,00	J.M. Sauveur, Brest	20,00
J.M. Dorel, Versailles	20,00	R. Le Guellec, Saint-Brieuc	70,00
R. Martin, Saint-Omer de Blain	20,00	J. Marot, Ploemeur	20,00
J. Le Paroux, Nort-sur-Erdre	20,00	J. Denigot, Saint-Nazaire	20,00
A. Le Berre, Berck-Plage	20,00	J.P. Duval, Plouha	20,00
A. Stivell, Langonnet	20,00	Y. Fichou, Plouha	20,00
P. Cousin, Quimper	70,00	J.J. Tréguer, 49 Angers	40,00
A. Louazon, 92 Boulogne	20,00	G. Rosière, Paris	20,00
C. Cornec, Edern	20,00	J.Y. Tanguy, Glomel	70,00
E. Calvez, Laz	20,00	M. Drouelle, 91 Yerres	20,00
A. Baron, 60 Verneuil en Halatte	70,00	R. Allain, 92 Fresnes	20,00
P. Laurent, Brest	20,00	P. Kentel, Brest	20,00
J. Quemeneur, Telgruc	20,00	R. Courrot, Dol de Bretagne	20,00
J. Y. Monnat, Brest	20,00	M. Jegouzo, Nantes	20,00
V. Le Jeune, Locquemeau	20,00	J. Lucas, Carhaix	20,00
J.Y. Bougé, Fougères	20,00	M. Nédélec, 01 Ferney-Voltaire	70,00
P. Lavarec, Dinard	20,00	M. Masson, Pontivy	20,00
C. Chavin Collin, Saint-Brieuc	120,00	R. Boulzennec, Orvault	20,00
P. Grall, 93 Bagnolet	20,00	E. Buron, Saint-Nazaire	20,00
A. Jégo, 78 Buc	20,00	J. Bedard, 95 Arnouville	20,00
G. Mahé, Vannes	20,00	M. Cozet, Saint-Sébastien/Loire	20,00
M. Coatmen, Fouesnant	20,00	J. Neveu, 76 Le Grand Quévilly	20,00
P. Gallais, 86, Saint-Julien l'Ars	20,00	Conan, Saint-Malo	8,00
J.Y. Allio, Lorient	20,00	M.J. Allanot, Lorient	20,00
M. Texier, 78 Maurepas	70,00	Immigration Bretagne	20,00
M. Bouillard, 85 La Rabatelière	50,00		
G. Morvandeau, Nantes	20,00		

(Suite page 25)

Devant le refus du roi du Maroc d'appliquer le plan de paix de l'O.U.A. et de négocier avec le Front Polisario pour aboutir à un cessez-le-feu, Fadel Ismail, représentant en France de la République Saharaouie a récemment lancé un appel pour alerter l'opinion sur les nouveaux préparatifs de guerre par Hassan II avec l'active participation des USA et de la France. Voici cet appel.

Le rendez-vous de la paix, fixé par l'OUA et entériné par l'ONU, à savoir le 31 décembre 1983, s'est écoulé sans qu'il y ait eu ni même un début d'application du plan de Paix de l'OUA, à cause du refus du Roi du Maroc. Celui-ci, acculé par la Communauté internationale qui le sommait de négocier avec le Front POLISARIO pour aboutir à un cessez-le-feu et déterminer les modalités d'un referendum d'autodétermination libre, général et régulier du Peuple Saharaoui, vient de choisir la voie de l'escalade militaire et de l'embrassement de toute la région. En effet, au terme de son séjour, septembre et octobre derniers aux USA et en Europe et notamment en France, Hassan II est rentré au Maroc avec un plan militaire odieux et criminel dont l'exécution a commencé autour du 20 décembre dernier.

Le Plan: Il s'agit de découper en ghettos, à l'aide de nouveaux «murs», le territoire de la R.A.S.D. Le gros de l'armée marocaine a été rassemblé à Boucrâa à cet effet (plus de 45.000 hommes). Un arsenal de guerre super-sophistiqué (avions, radars, missiles, chars, bombes à fragmentations... etc.) a été mis en place.

L'Objectif: Liquidation du Front POLISARIO et extermination pure et simple du Peuple Saharaoui.

Conséquence: Implication inévitable des Etats et de la région dans la guerre, notamment l'Algérie mais surtout la Mauritanie qui est le maillon le plus faible, et donc, embrasement général de la région.

Si les USA sont évidemment derrière le Maroc en ce qui concerne l'idée de ce plan-ghettos, la France de F. Mitterand n'est malheureusement pas loin, elle non plus. Le financement du plan Hassan II est quasi-totalement français.

Ce n'est pas encore la politique des «jaguar» certes, mais presque. Je dois tout de suite préciser que nous ne sommes pas contre la coopération entre le Maroc et la France, mais nous nous opposons farouchement à ce que cette coopération se fasse par l'extermination de notre peuple. Aider le Maroc à sortir de la crise profonde et générale, dans laquelle il ne cesse de s'enfoncer, n'est pas en finançant sa guerre d'agression contre la RASD, mais en le poussant, le contraignant même à sortir de la guerre qui est la principale source de tous ses maux.

Le Peuple Saharaoui est exposé à la folie d'un monarque qui persiste à ne pas vouloir voir la réalité en face. Notre peuple est exposé au génocide. La responsabilité des USA, dans cette criminelle besogne, est évidente. Celle de la France ne l'est pas moins, hélas! C'est

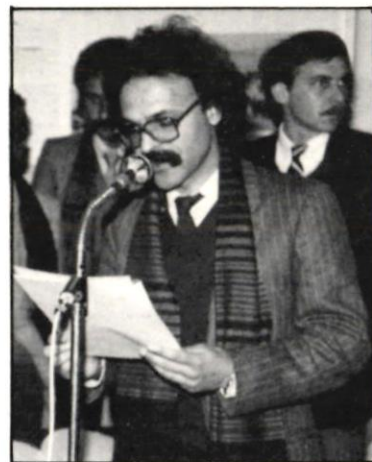
POLISARIO : UN APPEL DE FADEL ISMAIL

pourquoi, je fais appel à la solidarité active avec notre peuple, pour dénoncer l'attitude contradictoire du gouvernement français, sinon même de certains partis, et de faire entendre haut, en France, la voix de l'Association des Amis de la RASD, la voix de la solidarité

du peuple français ami, avec le peuple Saharaoui.

Fadel Ismail.

Association des Amis de la République Arabe Saharaouie Démocratique — B.P. 244, 75227 Paris Cedex 05 (CCP: 19303.94.K. Paris).



J.L.F.

Février 1983 à Brest : Fadel Ismail conduisant une délégation saharaouie en visite en Bretagne.

CORSE

Les fantoches s'amusent, le peuple trinque

AU temps de la marine en bois, les rats quittaient les premiers les navires quand la peste ou le feu s'y déclaraient. Aujourd'hui, à l'Assemblée de Corse, la situation est inverse: les rats demeurent, pour mieux se partager un (maigre) fromage, les vrais défenseurs du peuple corse quittent une institution en trompe-l'œil qui fait eau de toute part.

La décision des élus de l'Union du Peuple Corse de se retirer d'une Assemblée reprise en main par l'aréopage claniste n'est qu'une demi-surprise: depuis les élections de l'été 82, la paralysie gagnait ce qui aurait dû être au contraire l'instrument du renouveau.

Après la confirmation de la réalité populaire du mouvement autonomiste (15% des voix, mais il faut se souvenir que les Corses de souche ne représentent plus que la moitié de l'électorat insulaire), le clan avait été obligé de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Un exécutif dominé par la gauche avait été mis en place et quelques mesures d'espoir retenues.

Mais le clan a vite retrouvé ses esprits et profité de la maladie du Président de l'Assemblée, de l'extrême timidité des propositions concrètes du pouvoir central. Le blocage systématique du travail par de longues discussions sur des

points mineurs, le débauchage par la droite des membres de «l'inter-groupe» qui marchandèrent leur soutien pour donner au clan la présidence des Commissions, les tirs de barrage gouvernementaux contre tout projet de régionalisation approfondie (refus de la corsisation des emplois de fonctionnaires, ou refus de l'obligation de l'enseignement de la langue corse à tous niveaux), toute cette dérive débouche sur un immense gâchis.

Gâchis matériel et financier (les maigres subventions disponibles se retrouvent fractionnées pour des motifs électoralistes alors qu'elles auraient dû contribuer à l'indispensable relance de l'économie), gâchis d'espérance déçue pour la jeunesse surtout.

En mettant les pieds dans le plat nos amis de l'U.P.C. placent chacun devant ses responsabilités. En demandant que l'Assemblée actuelle soit dissoute et que les électeurs puissent sanctionner les saboteurs de celle-ci, ils proposent la seule voie susceptible de sauver ce qui reste encore d'une avancée démocratique. L'Elysée saura-t-il renvoyer la balle? La régionalisation est-elle bien encore la «grande affaire du septennat»?

L'enlèvement de l'expérience pilote corse amène à se poser bien des questions...

J.C. Cassard.

AVEC CEUX QUI PARLENT BRETON (2)

Pour cette seconde partie de notre enquête sur la langue bretonne (lire P.B. N° 241/242), nous publions le témoignage d'un quinquagénaire, fils de petit paysan, bretonnant de naissance. Catéchisé en breton par un prêtre francophone qui a dû se mettre à la langue bretonne pour pouvoir officier, il a parallèlement été enseigné en français par un instituteur qui savait le breton mais qui avait reçu l'ordre de faire sa classe en français et d'interdire qu'on y parle le breton ! Ceux de nos lecteurs qui ont eu à jongler avec ce genre

d'aberrations s'y retrouveront certainement... Aujourd'hui journaliste, Jean Pinvidic note avec satisfaction que le breton accède enfin au statut de langue vivante au Bac, lui qui fut l'un des premiers «candidats Deixonne» à l'aube des années 50.

Mikaël Madeg lui, fait sur le terrain de nombreuses enquêtes concernant la langue bretonne. Dans son article, il nous parle de ces bretonnants pour qui le français est une langue presque totalement inconnue.

TEMOIGNAGE

J'ai grand mal à ma langue

JE suis né à Plougar le 30 avril 1934, le soir. On venait de semer les betteraves. Le temps étant venu, mon père, ou quelque autre homme, s'en alla sur son vélo chercher le médecin accoucheur qui vint, sans doute, de Landivisiau, dans sa carriole à cheval. Dans mes tout premiers souvenirs c'est encore ainsi que les médecins se déplaçaient à la campagne...

C'est le 1^{er} avril 1940 que je suis entré à l'école primaire communale. L'un de mes premiers souvenirs est d'avoir perdu un verre de lunettes. Ma vue n'étant pas bonne, mon père m'avait emmené à Brest chez un oculiste, en prévision, justement, de mon entrée à l'école. Lui-même lisait mal et, vers la quarantaine, se décida à porter des verres. Porter lunettes c'était à la fois «faire Monsieur» et afficher un handicap bien gênant aux champs.

Un autre ordre

L'autre souvenir qui me reste de cette époque c'est d'avoir alimenté de francs rires lorsqu'on s'avisait de m'apprendre mes premiers mots de français, cette langue qui était celle de l'école. Je ne la parlais pas et cependant, en franchissant le portail de la communale, j'allais devoir l'adopter en exclusivité. Faut-il raconter ici quelques anecdotes de la «vache»? C'était une vieille pièce de monnaie en bronze, si usagée qu'on n'en distinguait ni la date, ni l'effigie. Du reste, Louis ou Napoléon, peu importait car sa «valeur» était d'un autre ordre: elle était confiée le matin à un élève

exemplaire qui avait pour mission de la refiler au premier condisciple qu'il entendrait parler breton sur la cour. La pièce passait de main en main et le dernier qui l'avait devait rester balayer la classe, le soir. Je me souviens de l'avoir eue un jour quelques minutes avant la sortie. Mon voisin, porteur de «la vache», m'avait demandé en breton ce que j'allais faire après le goûter. Je lui avais répondu en toute confiance! Mes parents, mon père surtout, se moquaient de ma naïveté, mais je ne me souviens pas qu'ils aient jamais pris la chose au tragique.

Louis Brenterch et sa femme Suzanne étaient sévères mais ils avaient la réputation d'être efficaces. Et de fait les résultats de cette école à deux classes, dans une commune où à peu près personne ne parlait français couramment, étaient excellents. Non seulement à peu près tous les candidats réussissaient à l'examen du certificat d'études primaires, mais encore plusieurs d'entre nous étaient poussés, chaque année, vers «le» collège, c'est-à-dire vers l'Institution Saint-François de Lesneven. Cette «poussée» était l'œuvre principalement du recteur de l'époque, l'abbé Joseph Quentel, un philosophe, qui dut reprendre momentanément du service dans l'enseignement pour remplacer un confrère mobilisé.

Le «français des vaches»

Monsieur Quentel n'était pas bretonnant d'origine. Dans cette paroisse au

breton très instinctif cela se sentait. Les sermons du recteur étaient, en breton, aussi soignés que nos rédactions françaises à l'école! Monsieur Brenterch, lui, qui était chargé de nous apprendre un français correct, et qui avait ordre de nous traquer avec sa «vache», parlait parfaitement le breton. Un breton populaire du Trégor qu'il savait employer dans les fermes où il donnait volontiers un coup de main. Les hommes étaient à la guerre. En ces temps-là un adulte valide valait de l'or dans les champs.

A douze ans je pouvais donc écrire un français correct très convenable et le perfectionnisme du recteur qui nous catéchisait en breton m'avait permis de conserver ma langue maternelle, peut-être même de l'améliorer...

Douze ans, c'était l'âge où il fallait décider de mon sort. Ma vue déficiente et mes lunettes me disqualifiaient pour les travaux des champs. De plus, nos terres ne suffisaient pas à m'assurer un avenir acceptable. Quant aux métiers manuels! il était dit une fois pour toutes que j'étais trop maladroit. Cette réputation de «brise-fer» (Yann an torrer traou), me suivra durablement au point de me valoir des regards soupçonneux quand je réussirai quelque bricole à peu près convenable. Je serais donc «poussé» au collège...

A Lesneven mes dons incontestables pour les langues me sauvèrent du désastre où ma faiblesse dans les sciences m'aurait conduit inmanquablement. Ce «don des langues» était favorisé, cela ne fait aucun doute, par ma pratique quotidienne du breton aussi bien que du français. Bilingue en entrant au collège, j'étais un favorisé. Bien des condisciples étaient je pense, handicapés par la pratique d'un français plutôt bâtarde dans leurs familles, le «français des vaches» (Galleg saout) d'une génération mal scolarisée.

La bibliothèque de Saint-François contenait de rares livres en breton. C'est là tout de même que j'ai lu pour la première fois «Emgan Kergidu» (La bataille de Kergidu) de Lân Inizan que l'on a réédité et traduit en français il y a quelques années. Lors de mes vacances je trouvais chez mes tantes Phine et Pauline des revues comme «Feiz Ha Breiz»

ou plus tard «Kroaz Breiz». Outre les textes d'éducation religieuse, on pouvait y lire quelques récits populaires comme «Gwechall e Kerwen» (Autrefois à Kérivin) où Hervé Creff racontait la vie de sa ferme natale au début du siècle. De telles chroniques ont pris de la valeur en peu d'années, car elles témoignent d'une époque déjà révolue alors que ses acteurs sont toujours de ce monde.

A travers le journal

Les vacances étaient marquées par les travaux des champs chez des parents ou dans des fermes qui louaient tous les bras disponibles pour ramasser les pommes de terre... J'y retrouvais plusieurs anciens collégiens revenus à la terre après la quatrième, c'est-à-dire à 15 ans. On les appelait d'ailleurs «potred ar c'hartriem»! Entre ceux-là et leurs parents, d'une part, et nous qui poursuivions nos études, d'autre part, les discussions étaient parfois vives. Ceux qui poursuivaient jusqu'au bachot entraient dans la classe des «mes-

sieurs», des intellectuels, qui perdraient le sens des réalités, tandis que les paysans garderaient les pieds bien enfoncés dans la terre de leurs champs. Ils étaient bien loin de se douter combien les réalités allaient changer rapidement et combien il leur serait difficile d'en garder «le sens». Ils me donnent aujourd'hui l'impression de subir leur condition «moderne» bien plus encore que leur condition «ancienne». Cependant «potred ar c'hartriem» ont été parmi les agents les plus décidés de la modernité rurale, à travers la J.A.C. puis le syndicalisme agricole.

Nos discussions d'alors, dans les années 50, quittaient déjà très souvent le breton. La «nouveau» s'exprimait en français. Elle arrivait dans les fermes à travers le journal lu à l'heure du repas de midi et qui alimentait la conversation pour la fin de la journée.

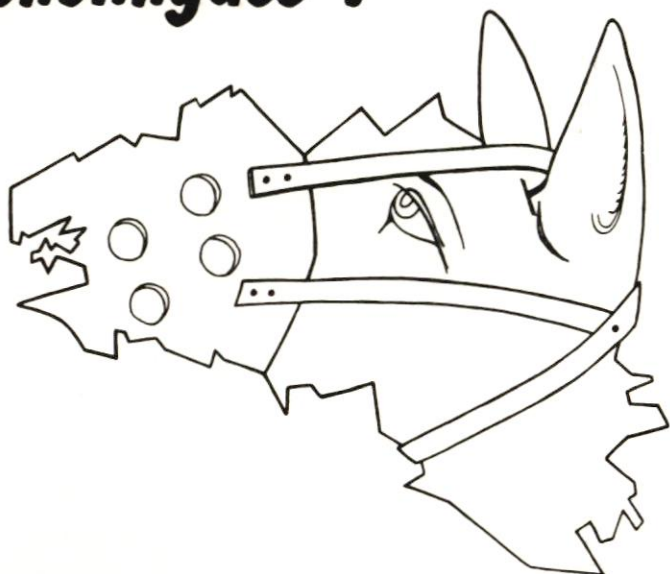
Cependant on allait assister dès 1951 à quelque chose d'étonnant: M. Deixonne fit adopter une loi auterme de laquelle les langues régionales devenaient des matières à option au baccalauréat, au même titre que la gymnastique. Mes tantes me dirent: «J'espère que tu vas faire honneur à ton breton!».

Un combat valable mais tardif

En 1952, je fus donc l'un des premiers candidats «deixonne» à l'oral de la première partie du bac, au lycée Brizeux, à Quimper, P.J. Hélias et P. Trépos furent me semble-t-il, mes examinateurs. Ce dont je suis sûr, c'est que j'eus à traduire du breton en français et à comprendre un texte sur la crêpière (ar grampouezierez). Ce fut un coup pour la gloire: les points ne comptaient que pour une éventuelle mention. Je fus reçu ric-rac. C'était déjà miraculeux (ou «scandaleux») car j'étais l'un des derniers de classe! et j'avais osé traiter en dissertation française un sujet sur Balzac, auteur que l'on n'avait pas étudié en première mais en seconde! Enfin c'était déjà mieux qu'en breton: je me présentais sans avoir jamais suivi un cours ni tenu en main le moindre livre scolaire!

Je me souviens avoir été sollicité, après cela, bien des fois pour militer en faveur de ma langue maternelle. Je ne me suis jamais «engagé» avant de devenir journaliste. C'est en faisant ce métier

Le dernier des bretonnants... monolingues ?



COMMENT peut-on être bretonnant en 1984? L'usage plus ou moins conscient et volontaire du breton est toujours le fait de dizaines de milliers de personnes de tous âges. Ce qu'on ignore peut-être c'est que parmi celles-ci il en est qui ne savent pas le français, même en 1984.

Ces bretonnants pour qui le français est une langue presque totalement inconnue sont de deux sortes: résiduels et provisoires.

Sont monolingues bretonnants provisoires les enfants élevés entièrement en breton et qui ne parlent pas le français le jour de leur première rentrée scolaire. Actuelle-

ment ce sont tous des enfants de couples ayant fait un choix linguistique conscient et adulte. Le français vient par surcroît, et très vite.

Quant aux monolingues résiduels, ce sont des vestiges linguistiques de l'époque où la grande majorité de nos compatriotes ne savait pas le français et ne l'entendait presque jamais parler. C'est-à-dire jusqu'à la guerre de 14/18 pour les trois-quarts des communes de Basse-Bretagne.

Leur nombre actuel est impossible à chiffrer. Ce sont surtout des personnes âgées. Telle cette vieille femme de 90 ans qui habite la campagne à quelque 25 kms de Brest.

Scolarisée une année, elle a appris oralement par la suite le peu de français qu'elle sait.

Telle cette autre femme vue il y a dix ans dans les montagnes noires, qui insistait pour chanter une chanson en français, langue totalement inconnue d'elle. Elle ne comprenait pas sa chanson, et personne n'en comprenait le «français».

Comment se débrouillent-ils? Même en vivant sur les marges du monde actuel, celui-ci entre en contact avec eux. Nombre ont bien besoin des aides ménagères rurales pour leur expliquer les «paperiù» de l'administration. Et parfois aucune communication n'est possible avec des petits-enfants élevés en ville et totalement ignorants du breton.

Tout ethnologue professionnel ou amateur, en a rencontré. Les interviewer? Très difficile, les bretonnants résiduels se cachent et acceptent difficilement de reconnaître ouvertement cet état de fait.

C'est sur les franges d'ombre du monde psychiatrique qu'on en entend parler le plus facilement, à la limite de l'incroyable.

Tel ce Trégorrois échoué à l'hospice des vieux de Pontivy il y a quelques années et incapable de communiquer avec qui que ce soit: isolé dans son breton, et dans son dialecte.

Tel cet «amnésique» aphasique d'un hôpital de la région parisienne, il y a peu, qui s'était mis, ô miracle, à parler le jour où quelqu'un avait parlé breton devant lui.

Tel celui-ci, classé autistique à l'hôpital de Bégard, et muré dans sa solitude, qu'il avait rompue le jour où une fille de salle s'était exclamée par hasard en breton devant lui.

Mikael Madeg.

que j'ai appris à découvrir les militants bretons sous un jour nouveau, en observateur « professionnel ». Il y a « à boire et à manger » dans le combat pour le breton. En gros c'est un combat valable mais tardif. Je m'explique.

C'est un combat valable parce que, paradoxalement, aujourd'hui il y a quelque chose à défendre. Nous sommes encore dans le siècle de l'écrit et en 1984 je peux lire des textes nombreux et de qualité qui n'existaient pas en 1934. L'essentiel de la littérature bretonne écrite est né depuis 50 ans, pour une bonne et simple raison, c'est qu'avant, peu de gens savaient écrire ! On oublie cela. Autre paradoxe, c'est depuis 20 ans à peine, que la « tradition orale » connaît sa diffusion la plus large grâce aux moyens audio-visuels.

Combat tardif, d'un autre côté. Car la base de pratique quotidienne de la langue s'est considérablement rétrécie. Je ne suis pas sûr que la « persécution » (bien réelle, j'en sais quelque chose) soit la cause la plus décisive de ce recul. Je sais que ceci fera grincer des dents, alors il faut étayer mon opinion.

La « persécution » s'est abattue sur le breton dans le cadre d'une scolarisation obligatoire. Il s'agissait d'apprendre à tous à lire et écrire. Qu'on aime l'entendre ou non, à l'époque de Jules Ferry le breton n'était pas en état d'être enseigné à tous. Son écriture notamment était bien incertaine, elle a progressé depuis. La scolarisation généralisant l'écrit n'a fait qu'accroître la distance entre le français, privilégié, et le breton laissé à la seule oralité. Quelques décennies de répression par là-dessus et c'est miracle qu'on soit encore là aujourd'hui !

Un roman à savourer

Mais nous y sommes ! Et c'est avec le plus grand plaisir que je trempe ma plume en faveur de Diwan, de Dastum, de Skol An Emsav, etc. à chaque fois que l'occasion m'en est offerte. Je n'ai même pas renoncé à me remettre à l'écriture bretonne. La lecture d'excellents textes, je le répète, me donne des envies. Je salue particulièrement la sortie, fin 1983, de l'excellent roman d'Yves Miossec « Lorh, Kasoni Ha Poan » (Orgueil, haine et douleur) publié par Brud Nevez. Les romans en notre langue sont, hélas, trop rares pour ne pas savourer celui-ci qui met en scène deux familles de la région de Guiclan sous les guerres de religion.

Ma seule vraie peine est de n'avoir que trop peu de gens à qui parler tous les jours. Alors je sens que ma « cause » (ar gaoz) s'en va, elle se rouille et j'ai quelquefois grand mal à retrouver des mots naguère familiers... Cependant, moi qui lis et qui écoute ce qui se produit dans ma langue, je m'aperçois bien souvent, quand je repasse au « pays » que mon breton est aujourd'hui moins mauvais que celui de mes compatriotes qui n'ont pas quitté leur paroisse et leurs champs.

Je ne sais vraiment pas qui a perdu le sens des réalités, ces quarante dernières années !

Jean Pinvidic.

KENNETH WHITE : D'ECOSSE EN BRETAGNE

Kenneth White : écrivain écossais né à Glasgow. Installé en Bretagne depuis peu, celui qui vient de recevoir le prix Médicis Etranger pour son dernier livre « La route bleue », nous a reçu dans sa maison de Trébeurden. Il a bien voulu s'ouvrir au « P.B. ».

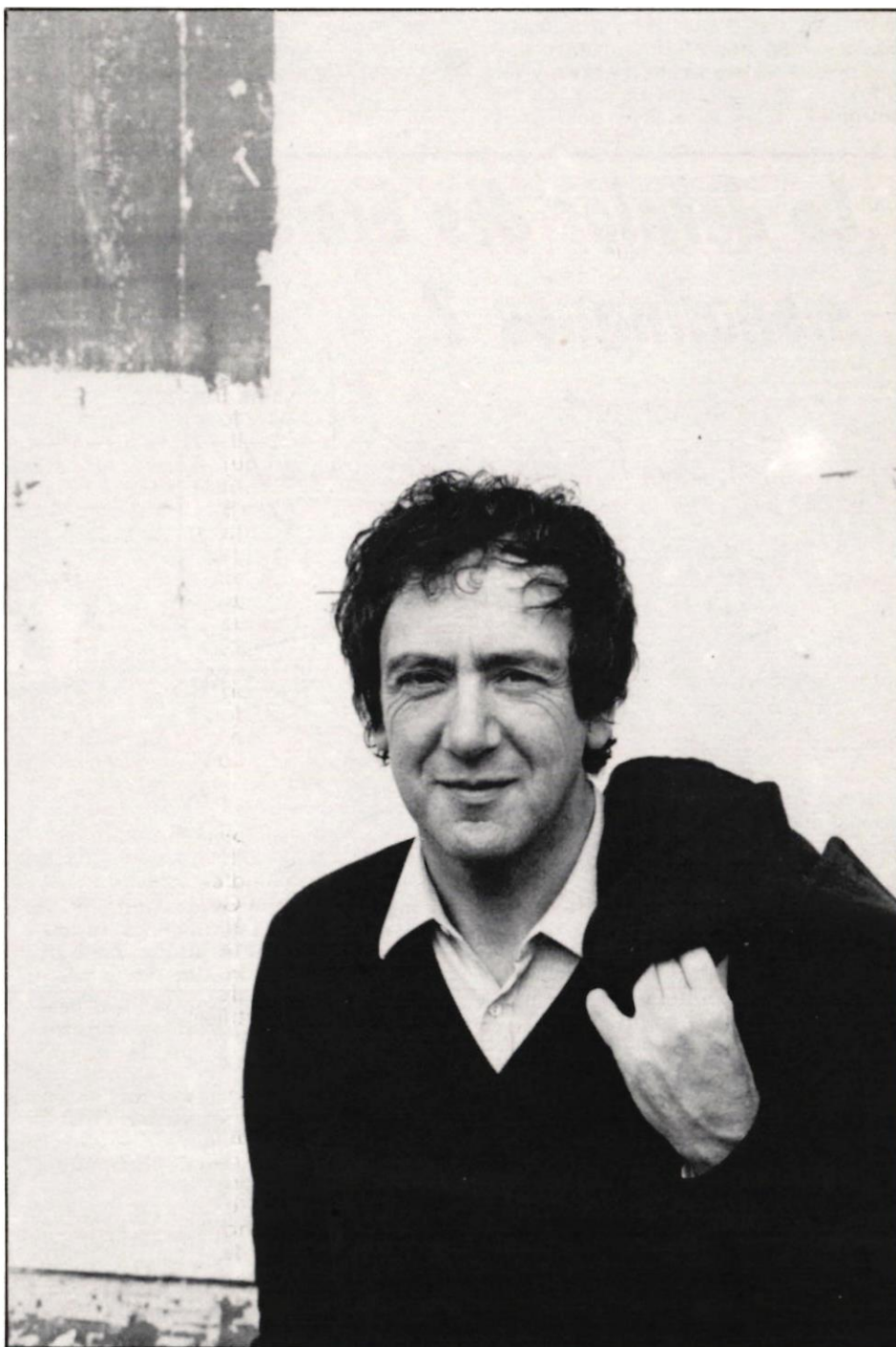


Photo Ulf Andersen

Le Peuple Breton: Il n'y a pas une semaine que l'on ne trouve un article vous concernant dans la presse. Vous avez été présenté comme le plus grand poète actuel de langue anglaise. Pourtant vous vivez en France depuis 15 ans. Aujourd'hui vous êtes établi en Bretagne aux confins du Trégor ce qui peut être une manière de renouer avec vos racines celtiques puisque vous êtes écossais d'origine. Finalement qui êtes-vous Kenneth White?

Kenneth White: Je suis effectivement Ecossais d'origine, j'appartiens à un type anthropologique écossais qu'on pourrait appeler l'écossais extravagant, j'entends ça au sens étymologique, celui qui erre au-dehors. Il y a des exemples multiples dans la tradition écossaise et on peut penser plus récemment à R.L. Stevenson, un Ecossais qui passa toute sa vie en dehors du pays. On peut penser aussi dans un autre ordre d'idées à Melville, celui de la baleine blanche qui parmi les îles du Pacifique tombe sur quelqu'un qui erre parmi les îles et c'est un Ecossais.

Il y a deux types d'Ecossais, l'Ecossais disons normal et l'Ecossais qui a l'identité plus frileuse, pour des raisons historiques évidentes. Si j'ai quitté l'Ecosse, c'est pour plusieurs raisons! comme dans chaque action radicale, chaque mouvement profond. Une de mes raisons pour ne pas vivre actuellement en Grande-Bretagne, c'est que, culturellement, intellectuellement (ce sont des mots un peu lourds, mais on peut les utiliser pour donner de la vigueur et de la force), la Grande-Bretagne me semble dans une platitude presque totale. J'ai compris très tôt qu'il fallait que je me situe en tant qu'écrivain, en tant que penseur, en tant que chercheur, dans un espace qui ne soit pas l'espace Britannique. Anecdote, quand j'ai présenté mon quatrième manuscrit à un éditeur londonien, je dis à Londres, car il n'y a pas de maison d'édition importante en Ecosse, il m'a dit: Ecoutez, c'est très bien, c'est formidable, mais il faut mettre ce livre-là dans le frigo pendant 10 ans. En attendant, vous me ficelez un bon petit roman. Comme ça, vous établirez votre réputation. Je dis: «non, ça ne va pas. Je vais faire publier ce livre-là en France. Il me dit: Ah! oui, mais la France est un pays littéraire! Il est vrai, il y a plus de vigueur, plus d'exigence intellectuelle malgré toute la platitude culturelle qui nous entoure ici aussi. Voilà la première raison pour laquelle, en tant qu'Ecossais, je ne vis plus en Ecosse ni en Grande-Bretagne.

Pour ce qui est de l'Ecosse en particulier, l'Ecosse souffre depuis au moins deux siècles; bien sûr elle n'est pas en cela unique et je sais à qui je parle quand je dis ça. Elle souffre depuis deux siècles d'une frustration culturelle, en grande partie parce que la culture autochtone a été détruite et parce que une ville comme Edinbourg qui jusqu'au 17^e siècle était pratiquement la capitale intellectuelle de la Grande-Bretagne et pas seulement de l'Ecosse, a perdu sa vigueur et sa présence. Dans cette situation-là, il y a trois solutions: on peut s'en contenter et devenir aussi plat que la platitude environnante, ou bien on peut adopter une attitude militante, c'est-à-dire qu'on peut être nationaliste. Moi, je ne suis pas nationaliste, je ne l'ai

jamais été et je n'ai pas une attitude militante. Il y a la troisième solution, c'est de carrément foutre le camp comme l'a fait par exemple Joyce. Il lui était impossible de vivre en Irlande car il y avait cette frustration, il y avait cette platitude. Il y avait un tas de petits esprits qui prétendaient régler les choses culturellement. J'ai fait comme Joyce, ce qui ne veut pas dire, je le dis tout de suite, que j'ai adopté une attitude vaguement cosmopolite. Par exemple, je m'intéresse à la culture scotto-celtique, bretonno-celtique.

C'est ma famille!

P.B.: Mais pourquoi donc ne pouviez-vous pas rester à l'intérieur du pays avec une attitude nationaliste?

K.W.: Parce que c'était trop étroit, justement! Il y a dans le mouvement nationaliste des gens qui ont des idées généreuses et larges et qui sont des têtes pensantes. Mais il y a beaucoup de gens qui s'associent à ce mouvement avec un problème d'identité et qui veulent simplement brandir une bannière. Et je déteste ça. Je déteste les mouvements de foule et je déteste quand les idées deviennent pour certains un prétexte à se rassembler. Les idées se diluent à ce moment-là et il y a une étroitesse grandissante. L'exemple de l'Irlande est manifeste. Le mouvement nationaliste a commencé en Irlande, et si l'on prend le problème des écrivains — je pense aux écrivains les plus marquants comme Yeats, John Synge — ces gens-là qui, pour nous aujourd'hui, sont les vrais écrivains Irlandais — eh bien, ils avaient un mal fou en ce temps-là en Irlande, parce qu'il y avait des nationalistes irlandais qui avaient des idées autrement plus étriquées. Par exemple, une pièce de John Synge: *Le Baladin du Monde Occidental*, était considérée comme non-irlandaise, parce que cela froissait les susceptibilités. On considère aujourd'hui que c'est la seule pièce valable de presque tout le répertoire. Yeats qui, à l'encontre de Joyce n'est pas parti, disait à la fin de sa vie: j'ai perdu trop de mon temps en réaction contre des cons, des imbéciles, j'aurais dû larguer ça bien plus tôt. Et ailleurs dans un poème, il dit: «Je préfère marcher seul et nu».

C'est ce que j'ai fait.

Donc j'ai pris l'exemple de Joyce. J'ai beaucoup étudié l'histoire. Et c'est pour cela que j'essaie d'en sortir. Je suis, je crois, Ecossais et Celte comme ce n'est pas possible de l'être, mais je ne m'enferme pas dans une notion étroite de la chose. Ce que j'essaie de faire, c'est de prendre les énergies celtiques que j'ai en moi, et de les utiliser à ma manière. Il n'est pas difficile pour quelqu'un qui sent ces choses-là de le comprendre en me lisant.

Mais plutôt que de m'allier avec des gens en Ecosse qui faisaient une littérature Ecossaise, écrite en Ecossais, mais qui n'était pas bonne, j'ai préféré aller ailleurs, être nulle part pendant très longtemps, être anonyme. D'ailleurs, j'ai passé 16 années de ma vie dans le Sud de la France, face à la montagne, pour travailler en-dehors de tout. Je pense aussi plus volontiers à des gens qui ont aussi cet horizon celtique mais qui le

projetent dans un nouvel espace, comme Hermann Melville, un Ecossais expatrié en Amérique, Cendrars dont la mère était Ecossaise, Kerouac; ça c'est ma famille!

L'Ecossais extravagant est celui qui a en lui des énergies celtiques mais qui les utilise pour ouvrir un nouvel espace. Il faut dire que les Celtes étaient toujours les premiers à ruer dans les brancards, à se sentir mal à l'aise dans une situation donnée et les premiers à inventer une nouvelle danse. Moi, j'essaie d'inventer une nouvelle danse et si pour certains cette nouvelle danse n'est pas évidemment écossaise, ça ne fait rien. Disons que ce n'est pas une identité, en termes psychologiques, qui m'intéresse, c'est un jeu d'énergies. Il y a beaucoup de gens qui s'occupent de la problématique de l'identité et qui ne se posent pas les questions que moi j'ai envie de me poser et de poser au monde. En cette fin de 20^e siècle, la problématique de l'identité est inintéressante, étroite et secondaire.

Du point de vue de certains parisiens, je suis un type qui est en train de retrouver ses racines celtiques mais je dis non, ce n'est pas ça. Du point de vue de certains Bretons, je suis un gars qui ne s'intéresse pas à la littérature locale, qui est cosmopolite et là aussi, je dis non. Ce n'est ni l'un ni l'autre. C'est une troisième position. Il y a autre chose, et cet ailleurs me semble la vie, la vraie chose. Pour en revenir à l'Ecosse, qui n'est pas ma préoccupation majeure, moi j'ai fait beaucoup plus pour l'Ecosse dans ma situation d'expatrié mais manifestement Ecossais que beaucoup d'autres écrivains qui sont restés à l'intérieur de l'Ecosse et s'y sont fait connaître bien plus tôt que moi. Même si en Ecosse je suis pour certains un inconnu, pour d'autres un renégat.

Connerie humaine

P.B.: Ne pensez-vous pas qu'il y a une évolution possible en Ecosse dans le sens d'une plus grande ouverture culturelle?

K.W.: Vous avez raison. Cela est dû au fait que depuis un certain temps, certains Ecossais se sont rendu compte de ce qui se passait sur le continent. Même si mes livres sont édités en Français et pas en anglais, ça a commencé à se savoir.

Il y a une écoute possible de ce que je fais en Ecosse actuellement, il y a un besoin dans le public mais les superstructures restent sclérosées. Le problème pour un auteur vigoureux est que s'il y a toujours une écoute possible dans le public, il y a toujours également les superstructures semi-intellectuelles et culturelles qui s'interposent entre lui et le public. C'est une question de temps, pour que cette barrière soit brisée. Elle s'est brisée beaucoup plus tôt en France qu'en Grande-Bretagne.

P.B.: Pourriez-vous revoir votre position s'il y avait une évolution, c'est-à-dire sans être un écrivain «Ecossais» être l'écrivain que vous êtes aujourd'hui, là-bas?

K.W.: Je ne crois pas, je crois que j'ai choisi. Je me sens pris dans un élan maintenant. Je ne me vois pas revenir en

Ecosse. Pour moi ce serait un retour en arrière alors que je suis plutôt un fonceur, je vais plutôt de l'avant. L'image que j'ai en tête tout le temps c'est la flèche. Il y a une citation que j'ai en tête : « Il faut qu'il aille toujours plus loin, c'est là son seul pays ».

Et là, je suis la tradition, la grande tradition celtique. Pas les habitudes du ghetto celtique, celle du voyage du Brendan qui commence par aller vers l'Archipel des Hébrides, ensuite vers l'Irlande puis vers l'Amérique.

Je crois que je serais toujours un écrivain d'origine écossaise, ce que je n'ai jamais nié. Je n'ai jamais essayé de me faire passer pour un écrivain d'origine anglaise ou un écrivain cosmopolite. Mais j'essaie d'ouvrir un espace et je trouve que je risque de faire ça mieux dans ma situation actuelle qu'en retournant en Grande-Bretagne. Car il se peut que les barrières qui se sont interposées entre le public et l'écrivain s'effondrent mais ce n'est pas demain la veille. Il y a encore beaucoup de mollesse, d'inertie, une espèce d'ouate mouillée. Ce n'est pas le cas de tout le monde en Grande-Bretagne mais ça crée un climat invertébré. Le climat continental est plus vigoureux et vivifiant.

Le premier type à vraiment m'intéresser, à m'exciter, c'était Nietzsche. Nietzsche fout le camp de l'Allemagne parce qu'il ne peut pas penser en Allemagne. Et Nietzsche cherche un climat physique d'abord car il est très conscient du fondement physiologique de la pensée. Il essaie le Sud de la France, l'Italie, l'Albanie, la Suisse. Il cherche un espace physique pour sa dimension mentale. Et si je suis ici sur la côte nord de la Bretagne après avoir passé 16 ans dans les Pyrénées c'est pour les mêmes raisons. Ce n'est pas pour retrouver mes racines celtiques que je suis ici. Et pourtant j'ai des affinités amicales et intellectuelles avec les Bretons.

Je n'avais pas besoin de chercher mes racines celtiques, je les ai. Ce n'est pas un problème pour moi. D'ailleurs je ne pense pas beaucoup en termes d'enracinement. Je pense en termes d'énergie. Je suis venu ici avant tout chercher un espace physique élémentaire pour l'activité que j'ai envie de faire, de même que je l'ai trouvé pendant un certain temps dans la montagne. Les espaces physiques qui me parlent le plus sont la montagne et le rivage, et tu pourrais me dire, mais c'est l'Ecosse, et tu as raison. L'Ecosse c'est la montagne et le rivage tout de suite. Et si je m'intéresse au celtisme c'est un celtisme abstrait, pas un celtisme enraciné.

Je déteste l'histoire parce que c'est celle de la connerie humaine. Toute culture est étriquée. Je suis pour une géographie mentale, donc je n'essaie pas de m'identifier à une société. J'essaie d'ouvrir un espace d'énergies où je peux respirer à mon aise et où je peux en inspirer d'autres. Je parle d'inspirer au sens étymologique du mot, c'est-à-dire leur donner un peu d'air frais. Car effectivement notre culture respire mal. Elle respire mal à mon avis depuis 2.000 ans, sauf pour des exceptions fulgurantes comme Rimbaud ou comme Artaud. »

Interview : J. Gicquel et A. Bougeant
(Suite et fin dans le « P.B. » d'avril)

pb.service

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

• C.R.I.D.E.V. :

Le 13, à 20h30, Maison du Champ de Mars à Rennes, conférence-débat, « La nouvelle division internationale du travail », « Made in Hong Kong », « Made in Singapour... des Chemises, des pulls, des transistors, fabriqués dans les pays lointains et qui envahissent les marchés français et européens. Ces exemples qui nous interpellent chaque jour symbolisent le rôle croissant assuré par un certain nombre de pays (les nouveaux pays industrialisés) dans les échanges commerciaux et la répartition des activités à l'échelle mondiale : c'est ce qu'on appelle la Nouvelle Division Internationale du Travail. Quelle est la réalité de ce phénomène et son impact réel sur nos économies (chômage?) Autant de problèmes à soulever et d'idées reçues à débattre.

• Expos :

— Au C.A.C. briochin du 8 au 28 mars, Anonyme (douceurs, ouates et papiers taboués) ; du 10 au 28 mars, Maya Memin, Yves Jacquet (gravure, travaux sur papiers) ; du 8 au 29 mars, photographie d'Yvonne Le Bouill, du 2 au 14 mars, Tradition ouvrière (les compagnons du devoir aujourd'hui).

— Du 9 mars au 17 avril expo de photos de Louis Blouin au Club-Galerie Lord Saint-Clair, route de la Pointe, Arradon.

— A la M.C.M. de Rennes : jusqu'au 18 mars, projets d'action éducative ; du 6 au 31 mars, trois générations féminines (photo mexicaine) ; du 1^{er} au 11 mars, John Lennon ; du 10 mars au 1^{er} avril, photos de Charbonnier, Horvat et Sieff.

— Maripol exposera ses toiles à la librairie Breizh, 17, rue de Penhoet à Rennes, du 16 au 31 mars.

• Stages :

— Les 17 et 18 mars, Erce près de Liffre, stage de danses (pays gallo et Basse-Bretagne) org. par le cercle celtique de Rennes (rens. et inscr. : Philippe Ramel au 99/33 96 09).

— En mars et avril, stages de Culture orale et création radiophonique, Expression musicale, org. par la Dir. du Temps Libre (rens. et inscr. 12 bis, rue de Robien à Rennes, Tél. 99/79 30 23).

— Expression corporelle du 2 au 6 avril (Ker-senard, Plonéour-Lanvern, Tél. 98/87 68 78).

— Les 24 et 25 mars, initiation à la sculpture sur bois avec Eugène Aulnette, les 7 et 8 avril, Initiation à la B.D. avec Lucien Rollin (rens. et inscr. : La Clé des Champs, Les Hénaudières, 35320 Le Sel de Bretagne, Tél. 99/44 67 40).

— Du 26 au 30 mars, Stage de Danse Dihun (danse contemporaine ayant des rapports directs avec les sensibilités musicales d'expression celtique). Inscr. : Brigitte Tremelot, 6, quai Saint-Jacques 35600 Redon, Tél. 99/71 31 10 ou 71 81 61.

— Stage d'animateurs (BAFA) du 28 mars au 4 avril, du 26 au 31 mars, du 2 au 7 avril, et de directeurs (B.A.F.D.) du 26 mars au 4 avril (Inscr. : 98/03 37 37 à Brest ou 99/79 32 44 à Rennes).

— Du 12 au 16 mars, Initiation photo noir et blanc ; du 26 au 30 mars, initiation vidéo ; du 2 au 7 avril, Montage audio-visuel (ACAV, Saint-Cadour, Sizun, Tél. 98/68 82 39).

• Breton :

— L'association Skol Ober propose quatre niveaux d'études du breton par correspondance : Skol Izel, Skol Eil Derez, Skol Trede Derez, Skol Pevare Derez (Inscr. : Gwaremm Leurveun, Plufur, 22310 Plistin).

— Chaque année Oaled Diwan organise à Treglonou dans le pays des Abers, à 20 km au nord de Brest, un grand nombre de stages et de week-ends en langue bretonne (pour bretonnants confirmés ou débutants) : du 26 au 31 mars, stage de langue bretonne pour lycéens (tous niveaux) ; du 2 au 4 avril, stage de formation pour animateurs de C.V. ; du 30 mars au 8 avril, stage Photo-Nature (rens. : Oaled Diwan, 29214 Treglonou, Tél. 98/04 05 42).

• Pays Nantais :

Après l'édition de « Chants du Pays Nantais », le Cercle Breton de Nantes vient d'éditer une cassette : « Chantons et Sonnous du Pays Nantais » (Stéréo : 2x30 mn). Disponible au 3, rue Harouys à Nantes.

• Telenourien Vreizh :

Le bulletin N° 2 de la fédération Telenourien Vreizh, Harpistes de Bretagne est paru (on peut l'obtenir contre 5 francs en t.p. au secrétariat de T.V.-H.B., François Hascoët, 23, Straed ar Prad (Prairie), 29000 Kemper. La fédération, par ailleurs, a parmi ses objectifs à moyen terme la réalisation d'une exposition sur la harpe celtique et souhaiterait recueillir le maximum de documents la concernant, et en particulier sur sa présence et son usage en Bretagne, autrefois (informations ou documents peuvent être envoyés à la même adresse).

• « Tradition vivante » :

C'est le titre d'un trimestriel dont le numéro doit sortir le 1^{er} juillet prochain. Il s'agira d'un « spécial collocation ». L'équipe de rédaction accueille dès à présent volontiers sur le collocation, et sur tous les autres aspects de la musique et la chanson, en Bretagne et ailleurs, renseignements, documents, photos, cartes postales de musiciens, adresses des folks clubs, groupes, luthiers, etc. (Paul Wright, 15 Bd. Franchet d'Esperey, 56100 Lorient).

• Occitan :

1082-1982 : 900 ans d'écrits occitans (Haute-Loire et Loire), une anthologie d'Yves Gourgaud qui vient de paraître à l'ordre des Editions du Roure, (70F. France, Neyzac, 43260 Saint-Julien Chapeuil, Tél. 71/08 74 09).

• Voyage en Occitanie :

Il aura lieu du 30 mars au 2 avril, org. par l'association de solidarité Occitanie Bretagne (A.S.O.B.) Inscr. avant le 17 mars : A.S.O.B., 30, place des Lices, 35000 Rennes, Tél. : 99/63 05 47.

• Festoù-noz :

— Le 17 mars, concert puis fest-noz avec le groupe Tammles à Erce près Liffre (org. : Kelch Keltiek Roazhon).

— Le 7 avril, fest-noz pilhou (costumé) salle municipale de Bannalec. Ambiance assurée par Ar Bleizi Ruz entre autres, intendance assurée par le comité de soutien de l'école Diwan de Bannalec.

• Carnavalerie :

Le 6 à 21 h, « La mort infidèle » de Gilles Boulanger animées par Ar Bleizi Ruz, Tropic (orch. antillais), les chanteurs de Sérent, Venir déguisés, siou plait (org. : En Halegen).

• Tournée Stivell :

Tournée bretonne d'Alan Stivell entre le 5 et le 22 avril.

• Au Diapason :

Le 6 à 21 h, « La mort infidèle » de Gilles Boulanger par le Théâtre de l'Enfumerie du Mans ; le 22 à 21 h, concert du West Coast Blues Band (FJT Porte Neuve à Nantes, Tél. : 40/20 00 80).

• P.D.A. :

Au Palais des Arts de Brest : Les 8, 10, 16, 23 et 24, « Le Misanthrope » de Molière par le Théâtre de l'Instant (Ex-Atalante) ; le 17, « My fair lady », comédie musicale (Cerdan) ; le 20, « Les rustres » de Goldoni par le Théâtre Actuel (Cerdan).

• Soirée Ecosse :

Le 23, à 20h30, F.J.T., Bd de la République à Lorient, projection de deux films écossais « My childhood » et « The battle of Culloden » (org. : Dalc'h Moal Sonj).

• C.A.C. :

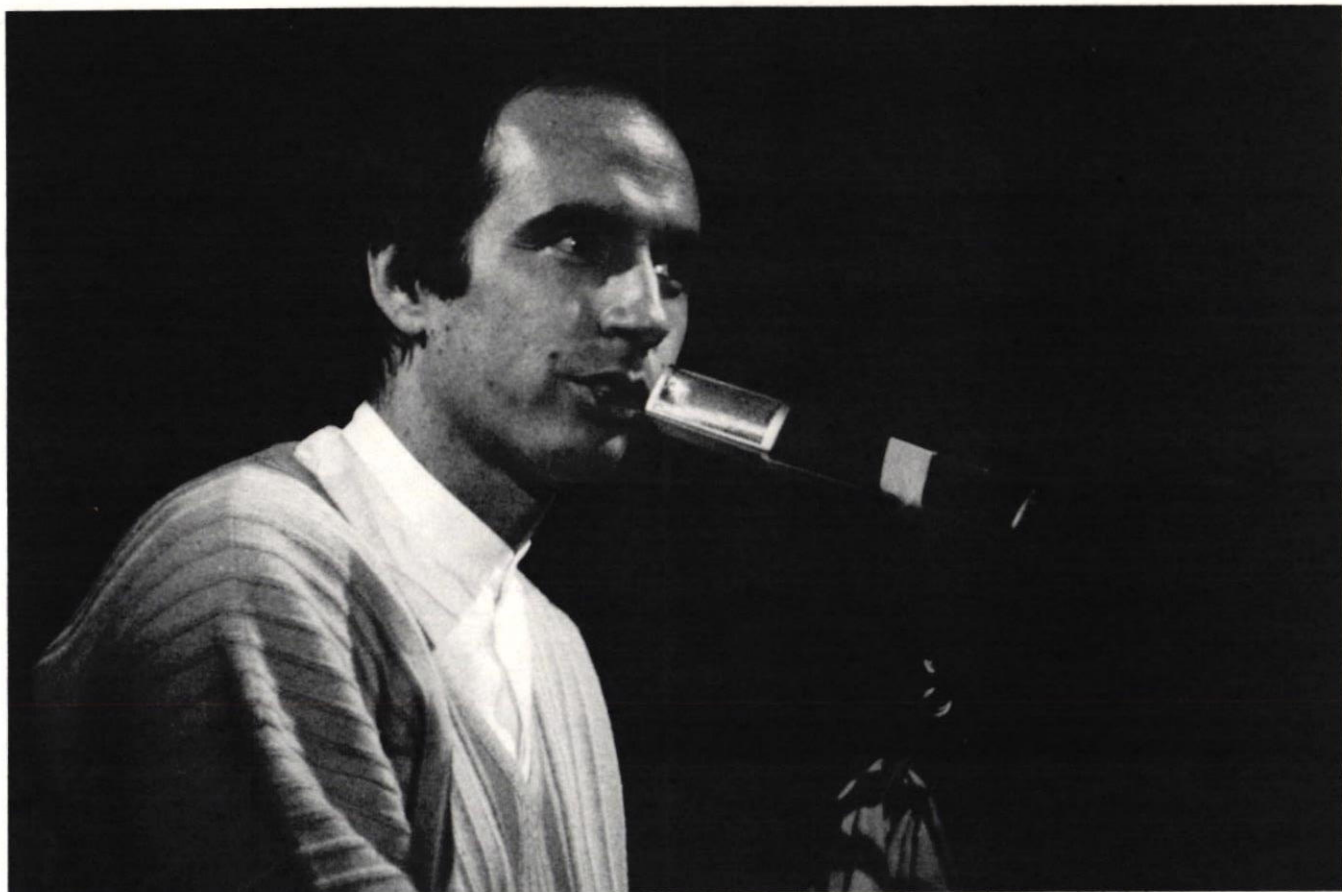
Le mois au Centre d'Action Culturelle de Saint-Brieuc : le 7, ballet national de Cuba ; le 9, Daniel Stein, mime ; le 14, jazz, trio Mosalini-Beytelman-Carantini ; le 10, concert de Marc Ogeret ; le 17, récital de Luis Llach ; le 22, « Séance friction » par le théâtre de la Mie de Pain ; le 15, théâtre pour enfants.

• M.C. Rennes :

A la maison de la culture rennaise : du 8 au 16, Poésie, « Quartier libre » d'après Prévert ; le 10, « Rebelote », film-concert ; le 14, Chansons-rencontres avec Angélique Ionatos et Lluís Llach. Le 16, jazz, Carla Bley ; les 17 et 18, Jazz à l'ouest ; du 21 au 24, « Canto General » de Pablo Neruda, Musique de Mikis Theodorakis, avec les chorales d'Ille-et-Vilaine ; du 29 au 31, musique burlesque, « le Quatuor ».

• Sur F.R.3. :

A noter le 10 à 17h30 « Cinémagic » de Christian Rolland avec une interview de Francesco Rosi pour « Carmen » et le 18h40 « Monsieur Tendre » court métrage de Christian Lejalé ; le 11 à 13h « Labour zul, labour nul », Fanck Moal ou 300 ans de la vie des Moal ; le 17 à 17h15, « Des voix et des couleurs » de Pierre Ménoret avec Gwen et Dodik ; le 22 à partir de 17h, « Côté ouest », magazine rock, suivi des « Gens de mer » même heure le 24 avec « Vent d'Ouest » de Jacques Paugam pour « Les origines de l'Ouest ».



Lluis Llach le catalan sera le 14 mars à Rennes, et le 17 mars à Saint-Brieuc (photo signée Louis Blonce qui expose à Arradon du 9 mars au 17 avril).

• **Au Grand Cordel:**

Cinéma à la M.J.C. rennaise (rue Mirabeau): panique à Needle Park de Jerry Schatzberg le 9, le 16, la nuit de San Lorenzo, des frères Taviani; le 23, Le Tambour, de Volker Schlöndorff (séances à 20h30).

• **M.J.C. Rennes Centre:**

Du 5 au 11, semaine d'animation « Images de femmes, Images des femmes ». le 6, cinéma; le 7 débat sur l'information; le 8, rencontre autour de la création; le 9, nuit du cinéma, (rue de la Paillette, Tél.: 99/59 34 07).

• **Compétitions cornemuses:**

Concours international de cornemuse solo org. par le Centre Breton d'Art Populaire de Brest (98/46.05.85) les 10 (concours-concert) et 11 (concours-open).

• **Ar Seizh Avel:**

Au café-animations de Confort-Berhet: le 16, guitare celtique avec Bernard Benoît; le 23, le groupe IV* république (les années 50 en rires); le 25 à 15h, fest-deiz mensuel gratuit avec Ar Bleizi Ruz; le 30, le clown Marino; le 6 avril, groupe Friandise (rock); le 13, Patrick Denain et Firman (chansons); les 14 et 15, stage d'uilleann-pipe avec Padrig Molard, (insc. 96/35.80.64).

• **Strollad Plougin:**

Le 3, à la salle polyvalente de Santec, théâtre en breton avec Strollad Plougin qui joue « Pebez Abadenn! » (org. Diwan).

• **C.N.C.C.:**

Poésie au Centre Nantais de Culture Celtique (3 rue Harouys à Nantes; Tél.: 40/47.17.86), le 13: au programme, Segalen, Le Goffic, Jacob, Fort, Cadou, Vannier, Guillevic, Keineg, Grall, Robin, etc...

• **Kelc'h Keltieg Teiz:**

Série de manifestations pour le 10^e anniversaire de la création du cercle celtique de Teiz. En mars, débat sur les minorités ethniques, animations locales éclatées, etc...

• **Fête du Printemps:**

Les 17 et 18 à Brest, Parc de Penfeld, Tremplin du rock 84, Salon vidéo informatique, Défi breton de 100.001 (fléchettes), Surf Piranhas, Melvin Taylor, Stunners, Joe Sevilor (Guingamp), Raticide...

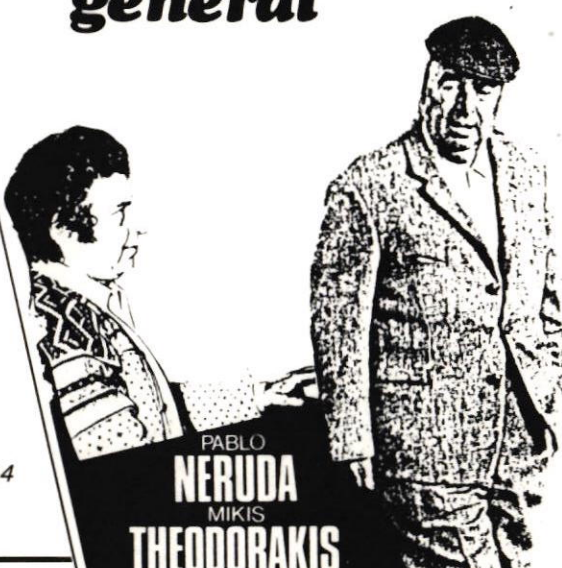
OFFRE D'EMPLOI

Diwan recherche candidats enseignants en breton. Baccalauréat, langue bretonne, pratique, expérience auprès groupe d'enfants de 2 à 10 ans souhaitée. Formation enseignant assurée. SMIC jusqu'à titularisation, salaire équivalent Education Nationale ensuite. Adresser un C.V. à Diwan, Treglonou, 29214 Laniliz.

DEMANDE D'EMPLOI

J.H. 23 ans cherche place cuisinier collectivité en Loire-Atlantique ou dans un autre département breton — Michel Saoût, Tél.: 40/66.36.58. Etudierait toutes autres propositions d'emploi.

canto general



Le «Canto
General» sera
présenté du 21 au 24
mars à la M.C.
de Rennes.

PABLO
NERUDA
MIKIS
THEODORAKIS



Juin 82 : Assemblée des Bouézous à Mézières-sur-Couesnon (nord-est de Rennes).

REGARDS

LES FETES D'YVES BOUREL



Yves Bourel est journaliste dans un hebdomadaire du pays de Fougères. « Journaliste de campagne », comme on le disait jadis d'un curé. De ce poste privilégié, il a su observer et surtout beaucoup photographier. Ces clichés ont valeur de témoignage. Nulle fête religieuse ou profane n'a échappé à son objectif: procession de Fête-Dieu, course cycliste, remise de décorations, fête de musiciens traditionnels. Il ne faut pas attendre de lui des vues genre carte postale; c'est un objectif tendre, ironique mais aussi parfois amer qu'il a promené au milieu des festivités. Il n'a pas son pareil pour surprendre le bâillement du prêtre pendant la procession, la galipette de l'enfant dans le cime-

tière militaire ou la majorette borgne. Il excelle dans l'art de saisir « le vilain petit canard » qui casse la stricte ordonnance. Son coup d'œil prend naturellement sa pleine mesure dans une admirable série sur les fanfares et majorettes. Grosse caisse égarée dans les prés, twirling coquin ou cravate démesurée des trompettistes. Un petit regret toutefois: le titre complet « Regards sur les fêtes de campagne », fait un peu ethnographique.

F.G.

* Son livre est en vente dans les librairies de Rennes et de Fougères. Il peut être commandé directement chez l'auteur Yves Bourel, 1, rue de la Pinterie, 35300 Fougères. 95 frs + 7 frs de port. 98 photos en noir et blanc.

(suite de la page 16)

Immigration Bretagne	
78 Sartrouville	50,00
L. Le Ster	40,00
M. Thomas, Saint-Brieuc	20,00
K. Guyonvarc'h, Nantes	20,00
Y. Bordiec, Perros-Guirec	20,00
F. Poste Neuve, Nantes	20,00
M. David, Rennes	
A. Le Corff, Colpo	20,00
F. Kerrain, Tonquédec	20,00
G. Rivière, 91 Montgeron	40,00
P. Gouefflou, 45, St-Jean de Braye	20,00
Cossou, 92 Ville d'Avray	40,00
K. Guéné, Plérin	20,00
M. François, St-Sébastien/Loire	70,00
MN Le Henaff, 60 Nogent/Oise	20,00
T. Daeron, Quimper	20,00
L. Ar Braz, Grand-Champ	20,00
A. Lidl, Bruxelles	70,00
F.B., Soltanat d'Oman	45,00
J.Y. Garo, Guilers	20,00
H. Flohic, Marseille	20,00
J.F. Gillet, 76 Sotteville les Rouen	20,00
A. Martin, Saint-Herblain	50,00
P. Bossard, Gouesnou	20,00
Rousseau, St-Etienne de Montluc	70,00
Y. Vauzato, 97, Saint-Claude	45,00
Ropars, Québec	115,00
J. Thomas, Antibes	40,00
P. Gourdon	
92 Issy les Moulineaux	420,00
J. Oulc'hen, Rennes	20,00
J.Y. Simon, Languidic	20,00
N. Prigent, Pabu	70,00
J.Y. Breton, Plabennec	20,00
F. Hilliou, Lorient	20,00
B. Jacolot, Plouzane	20,00
Y.F. Karadeg, Le Havre	20,00
J.P. Soubigou, Pontivy	20,00
Y. Brusq, Douarnenez	20,00
P. Lanoë, Brie	20,00
B. Le Mao, Auray	20,00
H. Keromnes, Brest	340,00
M. F. Allard, Saint-Sébastien	20,00
G. Cotten, Gourin	10,00
M. H. Melou, Huelgoat	10,00
R. Barré, Lanvéoc	20,00
P. Derveaux, Saint-Malo	20,00
Y. Talbot, Rostrenen	20,00
J.N. Charon, 91 Bretigny/Orge	10,00
Y. Labbé, Treillières	20,00
Y. Le Marchand, Pleubian	20,00
T. Louarn, Quimper	20,00
H. Cornic, Quimper	20,00
J. Gavoche, Saint-Brieuc	20,00
A.M. Hamel, 92 Sceaux	20,00
M.L.D., Lorient	320,00
M.L., 73 La Ravoire	20,00
R. Perrot, Tréguier	20,00
P. Martin, Missillac	20,00
P. Morvan, 92 Clamart	20,00
R. Pinsard, Caulus	20,00
C.E. Thomson, Brest	20,00
S.C. Le Mestralou, Nantes	10,00
A.D. De Sechelles	
Saint-Germain en Laye	20,00
A. Baudet, Saint-Quay Portrieux	20,00
J.P. Kerjean, Brest	120,00
P. Chevallier, Brest	20,00
M.H. Fichon, 83 La Garde	20,00
J.P. Quemener, Pont-de-Buis	10,00
T. Stephan, Penmarch	20,00
G. Priol, Karan	20,00
M. Corbin, Benac'h	20,00
Y. Kervous, Benac'h	20,00
F. Henaff, Paimpol	20,00
F. Le Scour, Benac'h	20,00
B.L.N., Rennes	70,00
D. Novello, Rennes	20,00
R. Le Parc, Vannes	40,00
M.J. Lallouer, Gouesnou	20,00
H. Person, Brie de l'Odet	40,00
P. Biotteau, 85, La Roche/Yon	20,00
A. H. Schachermayer, R.F.A.	20,00
G. Molac, Saint-Nic	20,00
E. Plourin, Brest	20,00
J.P. Rigoussen, Arzano	20,00
L. Bihannic, Saint-Malo	70,00

TOTAL 1^{re} liste 5228,00

**RIDEAUX
SIEGES
TENTURES MURALES**

René Seac'h

TAPISSIER DECORATEUR

36, rue Y. Collet - BREST

Tél. 44.30.87

DISQUES



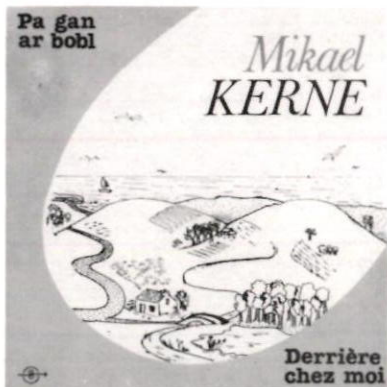
La vielle à roue un instrument que communément on hésite à ranger dans les instruments traditionnels bretons tant la vielle est associée au patrimoine du Berry et de l'Auvergne. Et pourtant en 1930 on comptait plus de vielles dans les Côtes-du-Nord Gallo qu'en plein cœur du Berry. La date de l'apparition de la vielle en Bretagne est difficile à fixer et les témoignages à son sujet sont rares.

1900 sera l'âge d'or, de la vielle dans le Penthievre surtout autour de Saint-Brieuc et de Lamballe. Ces deux régions furent une véritable pépinière de musiciens. C'est d'ailleurs dans ces régions que la majorité des collectages présentés dans le disque ont été effectués.

Ce disque est bien dans la tradition des éditions du Chasse-Marée. On a privilégié la qualité d'enregistrement et le résultat est enthousiasmant. Tous les airs de l'album sont interprétés par des vielles traditionnels. Quel punch! Dans ce double album est inséré un livret de 12 pages aussi complet que passionnant: portraits des joueurs, étude sur le jeu traditionnel, place de la vielle dans la société, les danses, l'instrument, son histoire et pour finir l'évocation d'un vieil homme de légende, Villedieu.

F.G.

*Scop Chasse-Marée Abri du marin
B.P. 159 — 29171 Douarnenez Cedex —
Double album plus livret 120 F.



• «Kernevez City», western Kig ha Farz représenté seize fois jusqu'à présent dans toute la Bretagne par le Strollad ar Vro Bagan voit sa musique originale gravée sur sillons 45 tours, par les musiciens de la troupe qui en sont aussi les créateurs (Ar Vro Bagan, Ti Tremenach, Kreac'h ar C'hamm, Plougerne. - Pell. : 98/04.50.06).

• «Derrière chez moi, y'a un Pays» (Kan ar Bobl 79) et «Pa gan ar bobl, e kan ar vuhez» (Kan ar Bobl 83), ce sont les deux titres du 45 tours que vient de sortir Mikael Kerne (Rens. : Kreisker, Locunolé, 56620 Pont Scorff, Tél 97 32.61.93).

MOI, FRANÇOIS POIRIER, QUEBECQUOIS



D.R.

François Poirier est un Québécois de 33 ans. Ancien pianiste de concert, il est venu en Bretagne à la recherche du village de ses ancêtres. Il n'est que son propre porte-parole et ses prises de position n'engagent que lui mais il a sur la Bretagne un regard de Persan que n'aurait pas désavoué Montesquieu.

«J'entends des choses étonnantes ici. On me parle de Bretons-bretonnants, mais qu'est-ce que ça veut dire? C'est comme si on disait un Québécois-québécois. «Les Bretons» poursuit-il ne ressentent pas aussi fort que moi que leur pays est colonisé. Je suis sans doute mieux placé pour le percevoir. Au Québec, nous ne sommes que 5 millions de francophones face à 300 millions d'anglophones et nous avons bien conscience que les autorités politiques canadiennes veulent bien accorder une indépendance folklorique mais sans aller jusqu'à une réelle indépendance culturelle».

«Pendant ce séjour, j'ai découvert une différence incroyable», explique-t-il. «Ici, le pays est beau dans la mesure où les gens l'ont développé, l'ont harmonisé. Chez moi, au Québec, c'est très beau aussi dans la mesure où on n'a rien touché, où on a laissé la nature suivre son cours... naturellement».

François Poirier a parcouru la Bretagne en tous sens à la recherche d'un village du nom de Saint-Nicolas. «Mon grand-père m'a toujours dit que nous étions originaires de Saint-Nicolas en Bretagne. «En effet chez moi, on ne dit pas je suis Français mais je suis Breton, Normand ou Vendéen. Pour nous, venir de la campagne française, c'est très respectable.» Ce Saint-Nicolas que son ancêtre Vincent Poirier, sujet de Louis XIII, quittait par un lointain matin de 1625 pour gagner la Nouvelle France, François Poirier, au moment de notre rencontre n'avait pas encore réussi à identifier la commune qui en porte le nom parmi la vingtaine de Saint-Nicolas en Bretagne. Il n'en était pas véritablement déçu. «Il n'y a pas de quoi en faire une maladie. Je suis Poirier, il y en a plein ici, ça fait des cousins».

Au cours de son périple notre québécois a rencontré à Belle-Ile un vieux pêcheur. «Il s'exprimait avec les mêmes mots et le même accent que les gens de chez moi à Charlevoix. Il parlait le vieux

français mais cela n'a rien d'étonnant quand on sait que vers 1655, une centaine de familles acadiennes, chassées par les Anglais sont venues s'établir à Belle-Ile.

François Poirier est aussi féru d'histoire qu' amoureux de la Bretagne. «Deux passions qui se rejoignent» fait-il remarquer. «D'ailleurs l'histoire de Bretagne et du Québec sont d'autant plus liées que de récentes découvertes archéologiques laisseraient penser que se sont les Bretons qui ont découvert l'Amérique... à Terre-Neuve et dans le nord du Québec, on vient de retrouver des maisons du 10^e siècle dont le style architectural est identique à celui des habitations côtières bretonnes de l'époque.»

D'ici... qu'on soit obligé d'écrire de nouveaux chapitres dans les livres d'histoire...

François Gauvin.

LIVRES

LA LANGUE D'AMOUR

Le recueil contient sept courts récits que l'on pourrait qualifier de «fantastiques». L'écriture de Claude Arz est une écriture nouvelle qui jongle avec les mots et leur rend leur sens plein. Des mots qui semblent glisser tout seuls et qui créent l'action et le rêve.

Claude Arz a un style incantatoire, ses récits se déroulent dans un monde inquiétant, mystérieux, original.

Claude Arz fut Nantais, c'est peut-être pour cela qu'à mon avis le plus beau de ses récits («La langue d'amour») se déroule à Nantes. Un Nantes de mystère et de nuit. Ce livre est une fête des mots, une hymne sensuel et de mort, c'est un acte de poésie.

C.P.

«La Langue d'Amour», par Claude Arz
—Éditions Métamorphoses, diffusion Alternatives: 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

UN JOUR AVEC... LUCIEN GOURONG



RIRE

LES COUPS DE GUEULE A LULU

Prof, tavernier, artiste, c'est le tiercé d'identité réduit de ce Groisillon quadragénaire se définissant comme un comédien qui dit et qui raconte des histoires de bêtes-à-Bon-Dieu, de doryphores et autres animaux à deux pattes de la vie courante.

Aujourd'hui, c'est la «journée du train» sur Radio-Bretagne-Ouest. Lieu et place: Quimperlé et sa gare vue de l'intérieur, parce que dehors il flotte

gentiment. Fils, micros, podium, tout y est. Le public commence à envahir le hall. En vedette, donc, le train, et bien évidemment le Collectif Culturel des Cheminots Bretons de Quimperlé, co-organisateur de la journée.

Cheminot... un métier à l'histoire solidement installée en Bretagne (nous y reviendrons dans un prochain numéro). De plus, ceux qui le pratiquent ont une longue tradition artistique et culturelle derrière eux (les bagadoù des cheminots de Carhaix ou d'Auray, par exemple). Parmi les nombreuses activités pratiquées hors boulot: la photographie... dont-on peut sur le champ vérifier la qualité du grain, puisque quelques tirages sont exposés dans le hall.

Sur tous les clichés, un seul sujet. Il

s'agit d'un barbu quadragénaire, plutôt grand, plutôt fort, avec de drôles d'expressions sur la tronche. Visiblement, il cause. Pour s'en convaincre cet après-midi, il suffit de s'approcher du podium ou d'allumer son transistor sur je-sais-plus-combien de mégahertz: papotent en direct sur les planches à ma gauche Lucien Gourong (c'est lui!) et à ma droite Yvon Etienne (c'est l'autre!), tous deux penchés sur le même micro, ne se le disputant pas, mais c'est tout juste.

Si le show-biz vous garde...

L'histoire à Lulu? Ben, c'est celle d'un groisillon qui en tombant du nid ne s'est fait ni plus ni moins mal qu'un autre. Enfance bistrotière dans cette île bre-

tonne (où ses ancêtres marins-pêcheurs se sont établis un beau jour de 1615, ce qui ne nous rajeunit pas) puis jeunesse toujours à Groix qu'il quitte à 21 ans. Il sera ensuite prof de maths durant cinq ans, puis tâtera en 68 de l'animation socio-culturelle. En 72, il prend une part active à la mise sur pied d'un festival de musique populaire, dont fait partie la pièce de Gérard Auffret, «Bretagne, point zéro». Plusieurs représentations dans nos contrées ne plairont pas à tout le monde et en particulier à Raymond Marcellin qui fera en sorte de licencier Lucien Gourong en février 73. Jusqu'en 79, en compagnie de son épouse, il tiendra son café-cabaret à Merlevenez au sud de Hennebont. Un endroit où «le patron faisait la première partie»: des années physiquement crevantes. Peu à peu, il se fatigue également de «cette clientèle aisée (les dîners-spectacles coûtaient cher), de cette grosse bourgeoisie du Morbihan et même de toute la Bretagne qui venait s'encanailler au Klos an Douet».

C'est ensuite l'entrée dans le chaud-bise («show-business», pour les puristes). Oh! pas fracassante comme ses coups de gueule. Mais plutôt à pas feutrés, avec l'air de se demander ce qui allait bien pouvoir lui tomber dessus. Pas des pluies de picaillons, en tout cas! D'abord parce qu'il n'est pas évident de faire son trou en racontant des histoires, ensuite parce que Lulu ne veut pas rentrer dans un certain jeu: «On est Breton. On entre dans le show-biz. On se promet qu'une fois connu, on pourra dire ce que l'on veut. C'est une erreur! Si le show-biz vous garde, c'est que vous n'êtes pas dangereux. Si vous commencez à véhiculer du subversif ou quelque chose dans ce goût-là, il vous rejette. Je viens de refuser les propositions de diffusion pendant cinq ans de deux grandes boîtes, C.B.S. et Pathé Marconi. Ces gens-là, quand ils sentent que ça marche un peu pour quelqu'un, ils sont prêts à renier père et mère. Et puis ils fabriquent et défont des vedettes comme ils veulent. D'autre part, mes textes ne sont pas déposés à la S.A.C.E.M. Je ne m'en sens pas vraiment l'auteur car je m'inspire beaucoup de ce que disent les gens autour de moi. Ce n'est donc pas un refus de demeurer obscur et sans gloire. C'est bien plutôt le refus d'attribuer au travail que je fais une certaine valeur marchande à laquelle je ne suis pas attaché».

Une arme extraordinaire

Alors, Lulu fait le comédien avec d'autant moins de facilités qu'il persiste dans un créneau où les «galères» se comptent sans doute plus (ou largement autant) que dans d'autres branches du spectacle. Baser son métier sur le rire, en effet, est tout de même culotté. Sans compter que, explique-t-il: «Je dis des vérités qui sont les miennes et pas celles de tout le monde. Mais on est rapidement récupéré. Ou on récupère: prenez Le Pen, loin de vouloir me comparer à lui, c'est une bête de scène ce type, et s'il marche, c'est pas parce qu'il est bon, c'est parce que ce qu'il dit est attendu par les gens qui viennent le voir. Il est porté... et c'est un homme dangereux».

En spectacle. Dans la cage, le perroquet Taupin, son compagnon de scène.



Pour Lucien Gourong: «Quand on joue sur scène, on a une force telle qu'on est souvent près de tomber dans la démagogie. Ce pouvoir-là m'épouvante, même si c'est souvent le public qui détermine mon comportement sur scène. Je pense que fondamentalement le rire est subversif: c'est une arme extraordinaire pour la prise de conscience de problèmes les plus divers».

Le conteur a ainsi des thèmes-phares qu'il ne se prive jamais de développer. Ainsi des «parcs régionaux»: il peut pas saquer. Pour lui, un pays qui a besoin de parcs de ce style ne vit plus. Et l'hôte de Merlevenez bout carrément quand il entend des slogans prônant le sauvetage de la mer, de la terre ou des usines: «Mais ce sont les pêcheurs, les paysans, les ouvriers qu'il faut sauver!», s'exclame-t-il.

A propos des technocrates: «Coluche raconte que si vous en mettez dans le désert, au bout de cinq ans, ils importent du sable. Eh bien, vous mettez des technocrates en Bretagne, au bout de cinq ans, ils importent des porcs hollandais!». La rogne à Lulu, elle a été alimentée de longue date: quand vous avez une grand-mère qui vous partage à vous, enfant, le monde de cette façon: il y a les bêtes-à-Bon-Dieu, c'est-à-dire les Bretons, puis il y a les doryphores, c'est-à-dire les touristes (1); enfin il y a les technocrates («Plus ils en savent sur un sujet, plus le sujet se rétrécit!», ajoute Lucien)... avouez que cette bible de base a de quoi vous marquer, même si vous avez toute latitude pour affiner par la suite.

Ils vivent au grand air!

A propos de «doryphores» et de nuances, Lucien Gourong tient à apporter la suivante: «On est tous le doryphore de quelqu'un, et de quelque part, c'est entendu. Mais j'ai remarqué que quand je parle de ces étranges bestioles devant un public d'Alsaciens ou d'Occitans, les gens sont beaucoup moins choqués (sans doute parce que, eux aussi, ont leurs doryphores) que les parisiens. Faut dire aussi que ces der-

niers, je les loupe pas surtout quand certains d'entre eux ont ce genre de commentaire (que j'ai entendu en Bretagne) à propos de la vie dure des marins-pêcheurs: «Mais de quoi se plaignent-ils? Ils vivent au grand air!». Etonnez-vous après ça que j'ai un humour au premier degré...».

«Degré zéro» ajouteront d'aucuns qui reprochent à Lulu de faire dans le gras, le facile, le vulgaire. Nouveaux coups de gueule, cette fois-ci en cascade, de notre interlocuteur qui fait ce constat en guise de préambule: «La création culturelle bretonne a de sacrés problèmes pour émerger en Bretagne. Puisqu'on parle de mon cas: avec le groupe Cabestan et la chanteuse Paule, j'ai présenté l'an dernier «Dits et chants de mer» aux Tombées de la Nuit de Rennes, à Morlaix, Carnac et Saint-Nazaire (2). Je voudrais la monter à nouveau dans une formule plus importante. Coût: 80.000 F. Quelle municipalité en Bretagne prendrait le risque de la produire? (Et je ne parle pas de risque financier puisqu'il y a de l'argent: la pièce «Ivanov» de Tchekov par la Compagnie de Rennes a coûté 100 millions de centimes). Pourtant, on a une pléiade d'artistes! Et on a les structures. Mais quand on constate que le G.A.C.O. (3) sert d'abord à faire venir des artistes parisiens au meilleur marché, on se pose des questions».



Yvon Etienne et Lucien Gourong après dédoublement du micro initial.

PHOTOS LOUIS BLONCE

Bretonniser Tabarin

Lucien Gourong en arrive à l'essentiel de son propos: «Je suis frappé par le fossé qui existe entre la culture officielle en Bretagne (qui demeure le théâtre classique) et la culture populaire qui est toujours souterraine. Le répertoire théâtral breton est là: des gens écrivent à droite et à gauche. Mais il n'y a pas de coordination pour parvenir à créer un théâtre moderne d'essence nationaliste. Qui d'autres mieux que nous, en Bretagne, pouvons monter des spectacles qui traitaient de l'exil, du misérabilisme alcoolique des Bretons, par exemple? Et pas de façon lugubre! Car le cas d'espèce du rire, il est temps de s'en occuper et de donner des Bretons une image autre que celle, triste, qui s'en dégage. On peut parfaitement retrouver cette dimension de l'humour breton».

Retour à la question initiale: l'humour à Lulu n'aurait-il pas tendance à voler un peu bas? Sa réponse nous fait remonter loin dans le temps, au XVI^e siècle. A cette époque, à Paris, de place en place, se baladait un type nommé Tabarin qui interprétait devant les gens des pièces de sa composition. La plus souvent, elles étaient sous forme de dialogue. Tabarin posait la question haut et fort: «Le cul des seigneurs sent-il plus ou moins que le cul des paysans?». Ou bien c'était: «Pourquoi un chien pisse-t-il sur le mur?». Après qu'un maître-à-penser (qu'il interprète) ait avancé des raisons fumeuses et philosophiques (et réciproquement), Tabarin répondait: «Parce qu'il a peur qu'il lui tombe sur la gueule!».

C'est précisément de Tabarin dont Alfred Jarry s'est inspiré pour écrire «Ubu», personnage que Lucien a d'ailleurs interprété. Tabarin, que l'humoriste crève d'envie de bretonniser: «Pourquoi pas? Et au besoin, je n'hésiterai pas trente secondes à faire de l'humour gras et vulgaire. Relisez Rabelais et Shakespeare: ils s'en sont jamais privé, au contraire!».

Avec des références pareilles, on va tout lui pardonner à Lulu...

Le poème de Cadou

17h. Fin de l'émission sur R.O.B. en direct du hall de la gare. Avec notre raconteur d'histoires, nous poursuivons l'entretien dans l'un des deux bistrot les plus proches. Bistrot: mot magique pour Lucien Gourong qui y a passé son enfance et qui a gardé pour sa fréquentation un goût certain, mais attention: «J'adore bistroter, ais pas aller à l'arsouillerie!».

Et de poursuivre en insistant sur l'importance de la fonction sociale, en Bretagne en particulier, qu'a le bistrot. Ou plutôt avait: «Avant, on y trouvait des ouvriers, des paysans, des marins, il y avait une osmose parfaite pour la transmission des cultures. Maintenant, les vieux sont dans les foyers, les jeunes dans des M.J.C., les handicapés dans des centres... Il y a ségrégation dans les tranches d'âge, coupure dans la transmission du savoir qui n'est plus assuré que par l'Enseignement qui ne peut plus

Lulu
et
Charlotte



jouer son rôle (je sais de quoi je parle, je l'ai quitté!).».

Lucien se rappelle que le premier poème de René-Guy Cadou qu'il a entendu, ça a été dans un bistrot, à Groix. Il se souvient aussi des chansons qui mettaient une sacrée ambiance. Mais il n'a pas le souvenir larmoyant, Lulu. A preuve, cette chaleur et cette communication bistrotières il ne les estime pas complètement paumées puisqu'il continue à siéger dans son lieu de prédilection — qu'il a d'ailleurs la

chance de pouvoir multiplier presque à l'infini...

Pierre Gallais.

(1) A Groix, Lucien Gourong annonce 1.700 habitants en hiver et 15.000 en été...

(2) Version qui sera représentée à la Maison de la Mutualité de Rennes le 16 avril: ainsi que les 8, 9 et 10 mars à Chevilly-la-Rue.

(3) Groupement d'action culturelle des villes de l'Ouest.

«DANS LE RÔLE DE MON PEUPÉ...»

«Souvenirs de ma campagne de Chine» (titre de son dernier double album) ce sont les souvenirs de son grand-père, Benoît Tonnerre qui en 1913 alla en Chine faire la guerre des Boxers, affronta le Grand Fleuve Bleu («Yang-Tseu-Kiang» en breton)... et les Chinoises. Episode fameux dans la vie de cet ancêtre de notre artiste puisque tout le monde se souvient du film «La canonnière du Yang-Tsé», avec Steve Mac Queen dans le rôle du «Peupé» de Lucien Gourong — mais ça, vous n'êtes pas obligé de le croire.

La Bretagne et Groix ne sont bien sûr pas oubliées: «Je ne peux pas créer sans

que soient sous-jacents mon propre vécu, ma propre culture», dira-t-il durant notre entretien. «La Bretagne est en moi comme le ver dans la pomme: elle me ronge, je ne peux pas m'en débarrasser». «Souvenirs d'enfance», «Veillée mortuaire», remplissent une face à eux seuls et se laissent écouter avec plaisir.

«Pas oublié non plus l'un des lieux de prédilection de Lulu: «Naître ou ne pas naître dans un bistrot», c'est l'alternative que, pour des raisons biographiques, il propose à l'attention des 800 spectateurs lorientais conviés à l'enregistrement.

C'est dans la dernière partie de ce spectacle que Lucien Gourong se montre le plus incisif: «Le doryphore» et «Sont fous les Bretons» constitue une double charge dont il se tire bien, avec sa manière qu'il a de jongler assez habilement avec une certaine outrance. Quant à «Et si nous en avions vraiment assez?», le texte, signé Xavier Grall, est déclamé de façon prenante.

P.G.

Discographie de Lucien Gourong: «Contes de la mer — Venez avec moi au bistrot», 1979, Merroir, 24.741 — «Les temps changent», 1981, Merroir, LG 111.043 — «Les veillées mortuaires», 1982, Merroir, EG 71.065 — «Souvenirs de ma campagne de Chine — Le Yang-Tse-Kiang», 1983, Merroir, EG 111.267.





COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. A noter que, conformément aux usages dans la presse, nous ne publions que les lettres qui nous parviennent signées. Nous pouvons toutefois préserver l'anonymat des auteurs lorsqu'ils en manifestent le désir.

Vivons en breton...

Je vous écris cette longue lettre afin de vous faire part de mes remarques et de mes suggestions concernant la promotion de la langue bretonne. Excusez-moi si je n'écris pas en breton — j'aurais pu le faire... mais au prix de nombreuses fautes!

Le mouvement breton, l'«Emsav», est vaste, riche de plusieurs composantes. Cependant, ne manque-t-il pas d'un porte-parole, par exemple devant les Pouvoirs Publics. On peut penser aux chanteurs (Servat, Glenmor, nos tribunes...) ou aux écrivains (Hélias, Gwernig...) mais la tâche de ceux-ci est différente (elle est sans doute de tenir éveillé le peuple breton par le chant et l'écrit).

Les objectifs de l'Emsav sont bien définis, mais les moyens d'action le sont-ils autant? Bien sûr, il y a fourmillement d'idées, d'actions, d'associations; bien sûr il y a le formidable travail de Diwan... Toutefois, j'ai l'impression qu'il manque de moyens d'action importants, non-violents s'entend, décidés et efficaces, destinés à obtenir ce que nous voulons tous: la parité du breton et du français.

Mais, à ce propos, est-ce que nous le voulons tous? Tous les Bretons (du moins en Basse-Bretagne) sont-ils conscients du déclin de leur langue, du morceau d'âme qu'ils sont en train de perdre? Sont-ils, sommes-nous véritablement décidés à agir pour que cela change, et vite car dans une génération encore...

Or, si la langue bretonne reste toujours aussi peu présente à la télé et à la radio, elle est encore moins visible et audible dans les journaux locaux ou dans les vitrines des commerçants.

De plus, n'est-il pas impensable qu'aucune présentation ne soit faite en breton lors du Festival Interceltique? «Vivons» en breton déjà chez nous, ce sera un grand pas de réalisé. Nous avons besoin de l'exemple de nos artistes et, sur ce point, je trouve malheureux que les écrivains que j'ai déjà cités écrivent en français sans prévoir d'édition en breton.

Outre le lent travail en profondeur que réalisent les diverses associations, il est nécessaire d'organiser des actions importantes, fermes, destinées à faire céder le gouvernement sur les points qui nous préoccupent. Pour cela, il existe une panoplie d'actions qu'il faudrait étudier: pétitions et lettres sans relâche (à la façon d'Amnesty International), refus de payer une partie de l'impôt ou la redevance TV, marches... accompagnées d'un effort d'information de l'opinion publique (débats télévisés...). Des actions seraient certainement possibles avec les Corses, les Occitans...

Le peuple breton est capable de se mobiliser quand il sent ses intérêts menacés ou ses idées en danger (voir les agriculteurs, dont je réprovoque les méthodes — et les défenseurs de l'école privée). Alors quand il s'agit de leur langue, je crois que les Bretons sauront réagir à temps, épaulés par les diverses associations politiques, culturelles qui luttent depuis des années.

On pourrait imaginer les commerçants «bretonniser» leur vitrine, les villes multiplier leurs panneaux bilingues, les journalistes donner la part qui lui revient à la langue bretonne... Il est grand temps de donner encore plus de force à notre action. Si les Bretons le veulent, ils le peuvent.

Bon courage à tous!

Luc Morvan — Beauvais.

Trop, c'est trop!

Lettre ouverte, à la radio et à la télévision françaises en Bretagne.

Ce dimanche 29 janvier 1984, la coupe est pleine. Qu'offre l'O.R.T.F. aux auditeurs et téléspectateurs bretonnants? Deux émissions, l'une à la radio, l'autre à la télévision... à la même heure, alors qu'il n'y en a pas pendant la semaine que les gens qui travaillent puissent suivre! On n'a pas trouvé mieux pour diviser par deux le nombre d'auditeurs et de téléspectateurs bretonnants.

Et le contenu de ces émissions? Des reprises! A la radio, la rediffusion de la chronique en français de Gwennole Le Men, excellente en soi, mais destinée à un public francisant, alors qu'il suffisait de demander au bon bretonnant qu'il est de l'enregistrer aussi en breton. Ajoutez à cela un poème de Tristan Corbière en français, une chanson sur l'île de Sein en français et des disques irlandais ou corniques et vous aurez compris que, pour un bretonnant, entendre sa langue et la musique de son pays, qu'il n'entend jamais sur les ondes par ailleurs, c'est s'enfermer dans son ghetto. On croit voir se mettre en place le projet, formulé sérieusement il y a quelques années, d'émissions pour les bretonnants faites en français pour que tout le monde puisse les comprendre!

A la télévision, la rediffusion de «An taol lagad», quinze minutes d'informations de la semaine, accolées à la deuxième partie,

d'une durée de vingt minutes, d'une émission consacrée à Bodadeg Ar Sonerion, dont la première a été diffusée... il y a un mois!

Des émissions de bric et de broc, faites par-dessus la jambe, en dépit du bon sens. Ceci n'est qu'un exemple de la désinvolture avec laquelle on traite les bretonnants. Car on déplace aussi ou on supprime les rares émissions en breton sans préavis. Elles n'ont pas lieu pendant l'été. Certaines semaines, on «oublie» l'émission de radio du dimanche, ou encore on passe deux fois la même à huit jours d'intervalle, etc...

Pourquoi une telle attitude? Parce que la culture bretonne et ses tenants sont méprisés. Les animateurs d'émissions les font comme ils peuvent, tant bien que mal, sans formation, en plus d'autre chose. Les émissions de Fanch Broudig se tiennent parce qu'il est à plein temps et qu'il a appris le métier progressivement sur le tas, mais il le connaît désormais. C'est un service spécifique des émissions en breton, constitué de producteurs, journalistes, techniciens tous bretonnants et à plein temps qu'il nous faut.

L'attitude est la même dans l'enseignement. Pour être prof de breton, il suffit d'être volontaire. Aucun diplôme exigé. Pas de poste. Les cours placés en dehors de l'emploi du temps des élèves, etc. Des O.S. de l'Education dite nationale d'un côté, des O.S. de l'O.R.T.F. de l'autre.

Non seulement des émissions se font à la vas-y-que-j'te-pousse, mais encore avon-nous droit à la portion congrue, quand on peut, d'ailleurs, capter les émissions comme celles de Radio Breizh Izel qui n'atteint pas Vannes, alors que la station est sensée couvrir toute la Basse-Bretagne et qu'on attend toujours le relais maintes fois réclamé. FR3 Rennes et Nantes ont obtenu trois heures quotidiennes supplémentaires chacune depuis plusieurs mois, ça n'a pas amené une minute de plus de breton à la télévision.

C'est se moquer des bretonnants et de la culture bretonne que de leur infliger un tel traitement. C'est une atteinte à notre dignité, qui ne peut que provoquer un sentiment de révolte.

Les culturels ne sont jamais écoutés parce qu'ils sont gentils: ils demandent poliment et n'obtiennent rien. Quand les paysans brûlent et brisent, ils sont grondés par le pouvoir comme des enfants turbulents, mais on accède à leurs arguments. Faudra-t-il prendre exemple sur les paysans, les Basques et les Corses? Faudra-t-il de nouveaux Roc Tredudon?

S'il faut se révolter pour obtenir justice, révoltons-nous!

Tugdual Kalvez — Senolf.



CARAVANES STERCKEMAN, PILOTE - CASITA

CAMPING-CARS PILOTE
BATEAUX GIS'SEA - EIDER
MOTEURS JOHNSON
REMORQUES FRANC - AREA
VENTE - REPRISE - ACCESSOIRES
REPARATIONS - HIVERNAGE

HENAULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

AN DIV STAL NEMETO ER VRO !

E KEMPER



AR BED KELTIEK - Pell : 95.42.82
2, straed ar Roue Grallon
2, rue du Roi Grallon

E MONTROULEZ



KORN OG - Pell : 63.25.40
22, straed ar Vur
22, rue du Mur

EVIT HO LEVRIOÙ - PLADENNOÙ -

- PEZHIOÙ ARZ KELTIEK

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE

Camions capitonnés Matériels spécialisés

25, rue Evariste-Galois
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

TY BREIZ

Crêperie

tél. 37.91.20

- Ses spécialités

- Krampouz ha jistr mad

15, rue Duguesclin LANNION

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



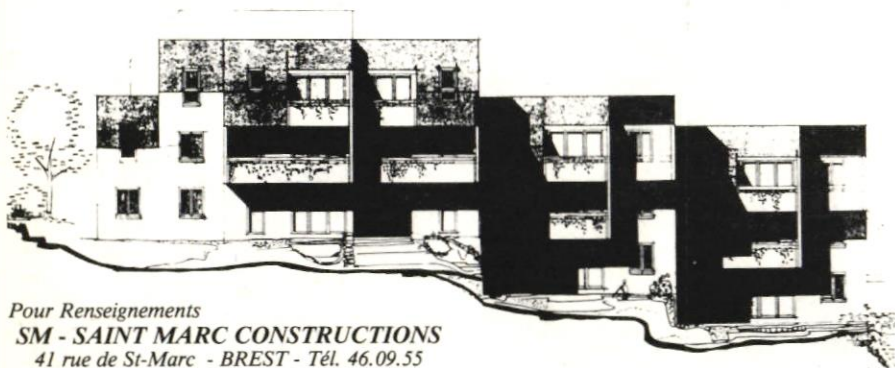
EXCEPTIONNEL A VENDRE

Près Bourg de ST-MARC, Résidence avec piscine et tennis privés dans 2 petites copropriétés de 2 étages.
Appartements T1 - T2 - T3 - T4 - T5.
Parking couvert (sous tennis) cave.

Financement par PAP groupé (en cours de demande) et APL suivant ressources et situation familiale.

1^{er} immeuble livrable fin 1984

2^e immeuble livrable 3^e trimestre 1985.



Pour Renseignements

SM - SAINT MARC CONSTRUCTIONS
41 rue de St-Marc - BREST - Tél. 46.09.55

Je suis intéressé par :

Mr - Mme

Adresse

Tél.

LE PEUPLE BRETON

«LE PEUPLE BRETON» -

Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex
Tél. : (98) 46.18.24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéquénat - Publicité : J. Le Guellec.

PUBLICATION -

Publication inscrite à la C.P.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1984.

CHANGEMENTS D'ADRESSE -

Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

ABONNEMENTS -

Ordinaire : 80 F - De soutien : à partir de 100 F - Etranger : 95 F - Etranger par avion : 115 F - C.C.P. : 2365-76 Rennes

LES ZÉVÉNEMENTS DE FÉVRIER

PASSATION DES POUVOIRS: TCHERNENKO ENFILE LES CHAUSSONS ET LE DENTIER D'ANDROPOV



LES GROS-CULS EMPÊCHENT LES PETITS-CULS DE FAIRE DU TIRE-FESSE...



YVES MONTAND, 1^{er} ECONOMISTE DE FRANCE, DÉTRÔNE RAYMOND BARRE

J'M'EN FOUS! MAINTENANT, C'EST MOI QUI JOUE AVEC CATHERINE DENEUVE!



TOUS LES MOYENS FURENT BONS POUR AMENER 220 000 MANIFESTANTS À RENNES

SI ON NOUS PREND NOTRE ÉCOLE, APRÈS ON NOUS PRENDRA NOS SOUS, NOS TERRES, NOS MAISONS, NOS TÉLÉVISEURS, NOS CONGÉLATEURS, ETC...



LE GOUVERNEMENT LANCE UNE CAMPAGNE CONTRE L'ALCOOL. DES "ETHYLOTESTS" SONT MIS EN PLACE UN PEU PARTOUT (ÉGLISES, COMMISSARIATS, CASERNES, STADES, ...)



...DANS DES BISTROS, COMME À CONCARNEAU

OUAIS!! 56 GRAMMES POUR JOJO! C'EST JOJO L'PLUS COSTAUD!

